Archer Daniels Midland Company

Rapport annuel 2005

La société Archer Daniels Midland a présenté des résultats record de 1,04 milliard de dollars, ou 1,59 $ par action, pour l'exercice 2005 tout en augmentant le rendement des capitaux propres au début de l'exercice de 13,6 pour cent. La performance financière record de l'exercice 2005 ne fait que poursuivre la tradition de rentabilité ininterrompue remontant à plus de 100 ans.

ADM est l'un des plus grands transformateurs de fèves de soja, de maïs, de blé et de cacao au monde, fournissant des produits, tels que les farines de protéine, huiles, édulcorants, éthanol et farine à des clients du monde entier. Plus de 25 000 employés à plus de 500 installations de transformation et de distribution agricoles appliquent leurs connaissances du marché et leur bon jugement – le capital intellectuel – pour construire et conserver les relations avec les clients. Bien que de nombreux produits d'ADM soient des marchandises, la société se démarque par la gestion logistique, les programmes d'assurance de la qualité et le support pour le développement de produits, entre autres services de valeur pour les clients.

Aujourd'hui, ADM tire profit des investissements stratégiques des dernières décennies, y compris de produits tels que l'éthanol et le cacao, en plus du positionnement de l'actif à l'appui d'une demande accrue de l'Asie. De nouvelles initiatives – investissements indépendants et partenariats avec d'autres sociétés – se concentrent sur les tendances établies des marchés aussi bien que sur les occasions émergentes créées par la nouvelle donne économique dans le secteur énergétique.

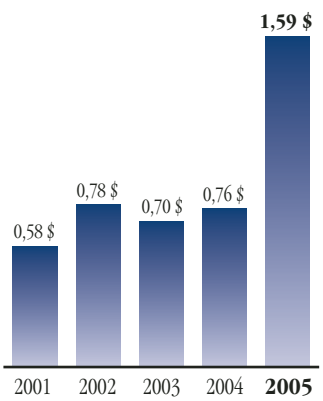
Bien que les marchés d'ADM puissent être volatiles à court terme, la société a fait preuve, depuis de longues années, d'une politique d'investissement à long terme fructueuse sur les marchés agricoles. ADM consacre son capital intellectuel et financier important à la poursuite de ce rendement.

TABLE DES MATIÈRES

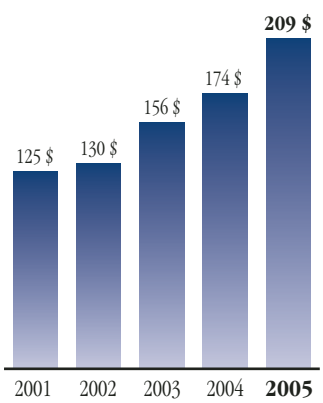
Points saillants financiers

	2005	2004
	(en milliers de dollars US, sauf les données par action)	
Ventes nettes et autres produits d'exploitation	**35 943 810 $**	36 151 394 $
Bénéfice net	**1 044 385**	494 710
Dividendes en espèces	**209 425**	174 109
Additions brutes aux immobilisations corporelles	**647 378**	620 633
Dépréciation	**664 652**	685 613
Fonds de roulement	**4 343 837**	3 588 759
Immobilisations corporelles nettes	**5 184 380**	5 254 738
Dette à long terme	**3 530 140**	3 739 875
Capitaux propres	**8 433 472**	7 698 216
Moyenne pondérée des actions en circulation - de base	**654 242 000**	647 698 000
Moyenne pondérée des actions en circulation - dilué	**656 123 000**	649 810 000
Par action ordinaire		
Bénéfice net - de base	**1,60 $**	0,76 $
Bénéfice net - dilué	**1,59**	0,76
Dividendes en espèces	**0,32**	0,27
Fonds de roulement	**6,68**	5,51
Capitaux propres	**12,97**	11,83
Nombre d'actionnaires	**23 091**	24 394
Nombre d'employés	**25 641**	26 317

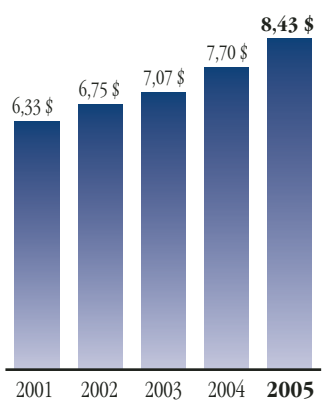
Bénéfice par action
(en dollars US)



Dividendes en espèces
(en millions de dollars US)



Capitaux propres
(en milliards de dollars US)



Chers actionnaires,

Au cours de l'année dernière, ADM a rapporté des bénéfices nets records de 1 milliard de dollars et donc un rendement des capitaux des actionnaires de plus de dix pour cent. Ces résultats reflètent l'application de notre capital intellectuel à la gestion de notre réseau de nos actifs mondiaux. Nos solides flux de trésorerie ont été réinvestis dans nos activités, utilisés pour renforcer notre bilan et retournés à nos actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Notre situation financière est solide et nous sommes bien placés pour saisir les occasions offertes dans nos marchés.

La base de notre entreprise est la transformation des produits agricoles. Que ce soit la création d'éthanol du maïs, de farine de protéine à partir des graines oléagineuses, de farine du blé ou de la production de centaines d'autres produits, ADM est le lien essentiel entre la ferme locale et l'économie mondiale. Nous reconnaissons la valeur durable à dériver de la richesse de la nature. Cette valeur peut être élargie et nous sommes encouragés par le resserrement des tendances mondiales actuelles.

La première tendance est certainement la croissance des économies importantes des nations les plus peuplées telles que la Chine et l'Inde. Dans ces nations, tout comme dans une grande partie de l'Asie, le développement économique suit une direction prévisible. Il mène à des revenus élargis, une classe moyenne croissante et une plus grande demande de protéines. ADM est bien placée à l'heure actuelle si l'on considère les investissements mondiaux desservant ces besoins croissants. Nous avons investi dans les installations de sourçage, de distribution et de transformation des récoltes pour répondre aux attentes croissantes des consommateurs. C'est le même phénomène dans l'Europe de l'Est où nous avons aussi investi dans des installations pour desservir des marchés en expansion.

La croissance économique fait aussi augmenter la demande d'énergie et les investissements d'ADM en production d'éthanol et de biodiesel semblent arriver en

temps opportun. Les marchés énergétiques mondiaux poussés par une demande croissante de la Chine et de l'Inde, en plus d'une expansion des exigences d'Amérique du Nord et d'Europe, créent de nouvelles occasions de carburant dérivé de récoltes renouvelables.

La technologie complète l'équation de la valeur agricole élargie. En plus de notre rôle de maillon essentiel entre la ferme et l'économie mondiale, nous devenons de plus en plus un lien essentiel entre les technologies innovatrices et l'expertise de production. Les prix d'essence plus élevés et les approvisionnements d'énergie moins nombreux créent de nouvelles contraintes pour de nombreuses industries. ADM développe ses partenariats de recherche pour développer des produits alternatifs à partir de produits agricoles, renouvelables. À la fin de l'été 2005, nous voyons de plus en plus de preuves d'une augmentation de la valeur de l'agriculture partout au monde ce qui accroît les occasions à long et à court terme pour ADM.

Il n'y a pas de voie directe entre les occasions découvertes aujourd'hui et les résultats fiscaux de l'avenir. Nous avons confiance que des tendances à long terme apparaissent à l'appui d'une possibilité importante de croissance dans notre industrie. Tout comme par le passé, nous investirons dans l'avenir avec discipline pour créer des rendements croissants pour nos actionnaires.

Veuillez agréer, chers actionnaires, nos salutations les plus distinguées,

G. Allen Andreas
Président du conseil d'administration et chef de la direction

Resourceful by Nature

(Pleins de Ressources par Nature)

Le capital intellectuel commande les rendements plus élevés des installations et investissements mondiaux d'ADM

« Les personnes responsables de nos comptes sont bien à l'écoute et il est évident qu'elles valorisent notre entreprise. Elles consultent à la fois les acheteurs et le personnel des usines pour s'assurer que tout va bien. Nous devons travailler très fort pour mousser les ventes dans nos propres magasins et nous apprécions le fait qu'ADM travaille fort pour améliorer notre produit. »

Gary Oelrich
Directeur principal de l'approvisionnement
The Kroger Co.

Le capital intellectuel est la différence entre un piano et un concert, l'ingrédient qui transforme le tissu en vêtements et la peinture en oeuvres d'art. En affaire, c'est la différence entre un investissement en capital et la rentabilité de cet investissement.

Bien que cela n'apparaisse pas sur le bilan, le capital intellectuel est un moteur du positionnement concurrentiel et de la rentabilité de la société Archer Daniels Midland. Dans les marchés mondiaux et locaux où ADM fait concurrence, le rendement de l'investissement dans l'actif et les opérations exigent une compréhension profonde et à long terme du secteur agro-alimentaire. ADM doit prendre les bonnes décisions, que ce soit le sourçage des récoltes, lorsque les prix peuvent changer très rapidement, ou l'investissement dans les installations de transformation à durée de vie de 40 ans.

ADM a bâti une solide position concurrentielle grâce à son réseau mondial d'installations d'approvisionnement et de transformation, de points de distribution et d'équipement de transport. Ces actifs offrent une grande flexibilité et une capacité de répondre aux exigences mondiales changeantes et aux tendances commerciales, tant sur une base quotidienne qu'à long terme.

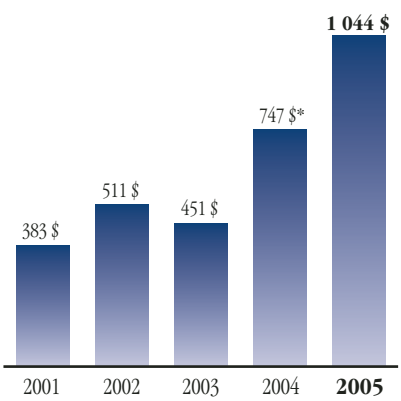
De même, il ne suffit pas de créer tout simplement un réseau mondial d'actifs. Un autre point critique est le choix d'emplacement et de moment. Cibler un marché de croissance trop tôt et le capital investi reste à stagner pendant des années, avec peu ou aucun rendement. Entrer dans un marché trop tard et alors il est probable que les concurrents auront décroché une importante part du marché.

À chaque jour, de nouvelles occasions apparaissent pour ceux qui sont prêts à investir le capital intellectuel et financier voulu pour améliorer la croissance à long terme. Le record de piste d'ADM pour le service à la clientèle, la transformation agricole et la performance financière est le résultat d'un réseau incomparable d'installations et de puissantes intuitions de la part de plus de 25 000 employés. La plupart des gens regardent une ferme et voient du maïs ou du soya ou du blé. Chez Archer Daniels Midland, nous voyons une occasion.

« ADM reconnaît que vous pouvez vendre des denrées, mais vous n'avez pas besoin de les traiter comme denrées. Pour nous, il y a une différence. »

Gestionnaire de la qualité
Importante société de boissons

Bénéfice net
(en millions de dollars US)



** Représente le bénéfice net 2004 de 495 millions de dollars plus une charge fiscale nette de 252 millions de dollars portant sur le règlement de litige HFC de 2004.*

Le capital intellectuel qui mène au succès est difficile à mesurer à court terme, mais la performance à long terme offre une preuve incontournable de son impact. **ADM a rapporté plus de 100 ans de rentabilité ininterrompue, un solide indicateur de l'intuition qui mène aux décisions.** Au cours des dernières décennies, les succès au niveau des investissements dans les marchés asiatiques, les installations de cacao, l'éthanol d'Amérique du Nord et autres occasions de croissance reflètent tous des initiatives à long terme menées à bon port. Des résultats financiers records en 2005, après une solide année en 2004, reflètent aussi des investissements efficaces dans les opérations de base, les coentreprises et autres occasions.

La rentabilité fiscale de 2005 se situe dans la foulée des dernières années tandis qu'ADM utilise son capital financier et intellectuel de manière de plus en plus efficace. Au cours des cinq dernières années, par exemple, le bénéfice net a triplé tandis que les immobilisations corporelles nettes requises pour ces résultats ont chuté en fait de 2 %. Au cours de la même période, le rendement des capitaux propres du début de l'année a augmenté à 13,6 % de 6,3 %.

Ces gains découlent en grande partie d'un effort accru pour maximiser les rendements à long terme du capital investi des actionnaires. Le positionnement mondial et l'expansion de l'actif sont un aspect vital de la croissance des dernières décennies, mais la société s'est aussi concentrée sur une augmentation du rendement du réseau déjà en place. Il y a de nouveaux investissements bien sûr, mais l'équilibre relatif s'est déplacé suivant la réalisation du réseau mondial d'ADM. Les améliorations de performance financière découlent de l'accent que l'on met sur les efficiences, le déploiement de l'actif dans les secteurs à valeur plus élevée ou à croissance plus élevée et la discipline pour limiter les investissements là ou une nouvelle

Le développement économique mène à une augmentation des revenus et de la demande d'aliments de plus haute qualité et nutritifs et ce, dans presque toutes les nations. L'expansion industrielle chinoise a créé plusieurs marchés en pleine croissance pour ADM, des demandes de farines de soya utilisées pour nourrir les animaux aux huiles de soya raffinées vendues dans les magasins au détail. L'expansion des installations de sourçage d'ADM en Amérique du Sud ainsi que les investissements dans les installations de transformation chinoises forment un engagement important en capital et en talent pour l'un des moteurs les plus puissants de la croissance économique.

capacité substantielle pourrait effriter l'équilibre entre les coûts d'entrée et le prix de sortie.

En même temps, la société collabore et planifie encore plus avec de nombreux clients, monte plus haut dans la chaîne de valeur et solidifie les relations à long terme dans le processus. Dans les marchés de marchandises, les clients choisissent souvent un fournisseur selon sa réponse, son support technique, sa flexibilité, son expertise logistique et son engagement à long terme.

« ADM est une grande société, mais vous nous traitez comme si nous étions votre seul client. Lorsque nous faisons des acquisitions, nous essayons d'utiliser ADM de plus en plus. »

Michael Oliveri
vice-président, achat/planification
NBTY Inc.

Les clients disent souvent que leur choix d'ADM est renforcé par la capacité de la société de gérer la logistique de distribution assurant ainsi une livraison à temps lorsque le service par camions ou par train est beaucoup moins qu'optimal. D'autres indiquent que le support qu'ils reçoivent pour établir des prix à long terme ou des couvertures efficaces de leurs coûts de marchandises fait la différence. ADM livre continuellement un capital intellectuel en plus des produits aussi différents que les édulcorants de maïs, le chocolat, l'éthanol, la farine de protéine, l'huile végétale et la farine.

Une connaissance des produits et un engagement des clients mènent à des occasions accrues de gravir la chaîne de valeur des organisations de clients, y compris le développement conjoint de nouveaux ingrédients ou d'ingrédients reformulés pour les transformateurs alimentaires et les sociétés industrielles. L'expérience indique qu'une collaboration réussie offre une possibilité d'expansion de la relation des clients.

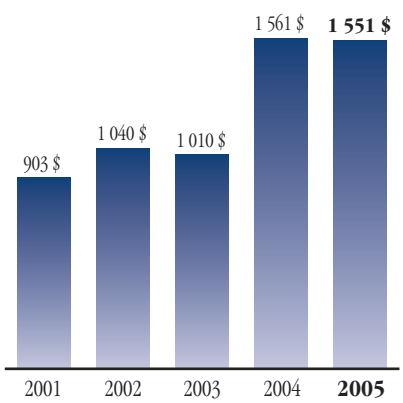
ADM

Pour le client, un casse-croûte d'après-midi semble assez simple, mais le développement d'une nouvelle ligne de casse-croûte est très complexe. En 2005, lorsque Flowers Foods a développé sa nouvelle ligne Mrs. Freshley's Snack-Away de galettes plus saines, l'équipe de recherche d'ADM a travaillé en étroite collaboration avec la section de Recherche et Développement de Flowers et l'équipe de marketing pour perfectionner l'équilibre entre la nutrition, le goût, et la texture avec efficience de production.

« Nous nous sentons bien confortables après un échange avec ADM et nous savons qu'ils fourniront ce qu'ils se sont engagés à fournir. Le terme le plus approprié pour les décrire est : confort. »

Jim Thomas
vice-président, achat d'ingrédients de nourriture d'animaux
Pilgrim's Pride Corporation

Bénéfice d'exploitation du secteur.
(en millions de dollars US)



En considérant la décennie à venir, le capital intellectuel d'ADM se concentre de plus en plus sur de nouvelles occasions ou des occasions élargies de produits dans les marchés actuels et non-traditionnels. Dans les marchés actuels, ADM met l'accent sur les efficiences, les relations avec les clients, la rentabilité de base et la portée des produits comme moteurs de croissance fondamentale. Les tendances mondiales tant à l'intérieur qu'au-delà de ces marchés, laissent suggérer la possibilité d'un changement fondamental.

La source unique de changement la plus importante à l'heure actuelle est le coût d'énergie, spécifiquement les coûts de produits provenant du pétrole. Avec les prix du pétrole qui ont dépassé la marque de 60$/baril à l'été 2005, les consommateurs d'énergie se concentrent sur les changements à long terme dans leurs marchés. La sortie de fonds vers les nations qui contrôlent la majorité de l'approvisionnement de pétrole du monde a augmenté, augmentant les déficits commerciaux de nombreuses nations importatrices. En même temps, le terrorisme et l'instabilité politique de nombreux coins du monde soulèvent des questions sur la sécurité des fournitures. Une autre complication se situe au niveau des économies à forte croissance en Asie dont les besoins de ressources d'énergie mondiale augmentent.

ADM

Lorsque les chauffeurs ont un choix de carburant pour leurs véhicules, ils choisissent souvent la valeur associée à l'éthanol. Au Brésil, où de nombreuses voitures peuvent fonctionner sur tout mélange d'essence et d'éthanol, les économies de l'éthanol produit localement font augmenter la demande de ce carburant renouvelable. Les véhicules à carburant flexible sont un volet de la politique d'énergie nationale du Brésil pour limiter les importations d'huile.

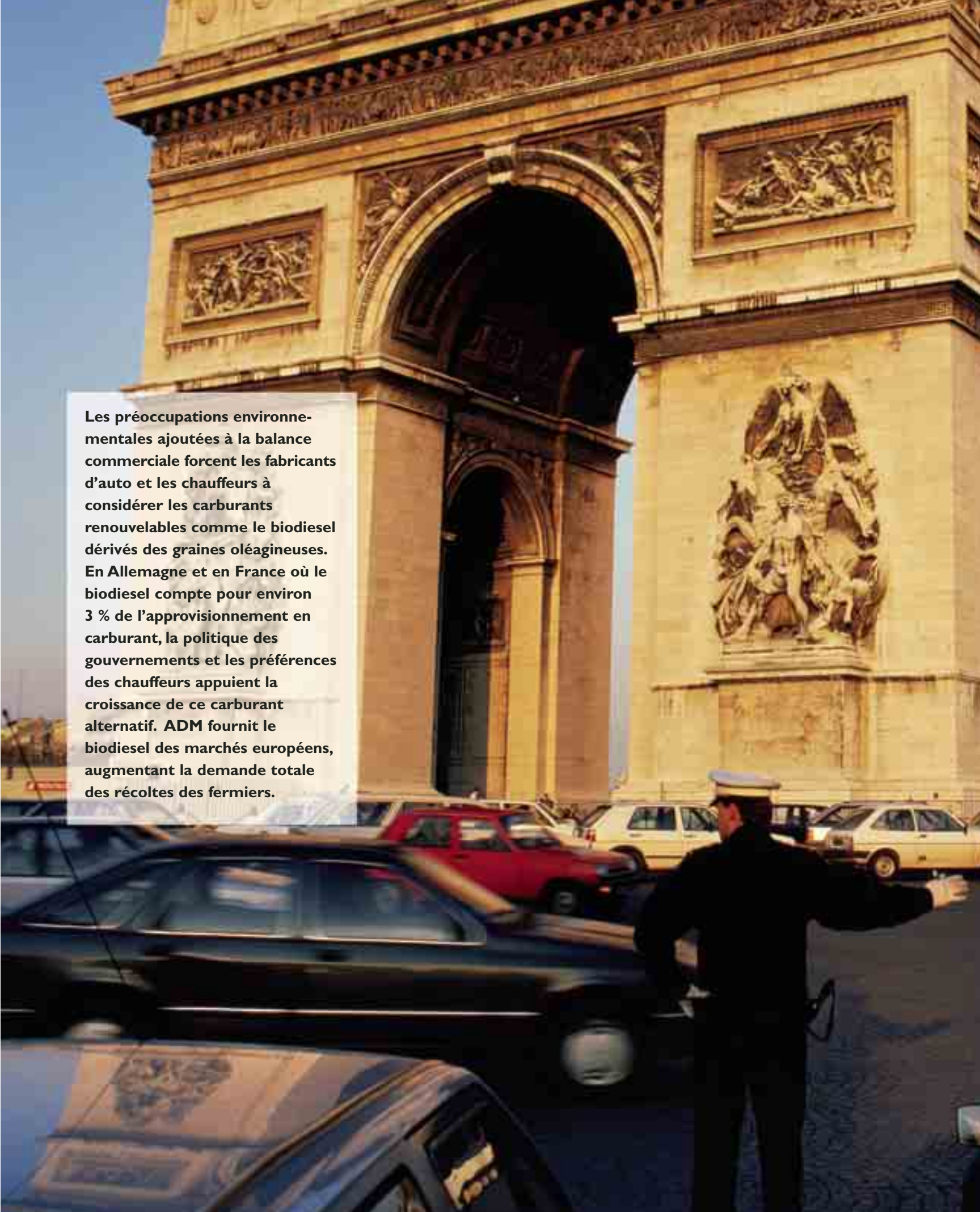
« Nous mesurons nos partenariats avec les fournisseurs selon une démarche statistique basée sur les achèvements - avons-nous reçu la commande demandée, était-elle à temps et de la qualité demandée ? La performance d'ADM se situe dans la plage de 99,5 %. »

Bob Gansel
directeur financier
Holsum Bakery, Inc.

Si l'on considère ces tendances ensemble, elles peuvent produire des augmentations durables du prix du pétrole, menant à des coûts relativement plus élevés pour les deux carburants et autres produits du pétrole. Ces coûts plus élevés mènent à une économie comparative attrayante pour les produits de ressources renouvelables.

La réaction aux coûts de pétrole élevés et à d'autres facteurs fait augmenter la demande de carburants alternatifs et met encore plus l'accent sur l'utilisation de ressources renouvelables pour remplacer les produits à base de pétrole. Aux États-Unis, la demande d'éthanol continue à croître tandis qu'on utilise de plus en plus des mélanges d'éthanol partout au pays. Les véhicules aux carburants flexibles fonctionnant avec divers produits allant de l'éthanol pur à l'essence pure, offrent une possibilité à long terme d'augmenter la demande de carburants renouvelables. Bien que les véhicules à carburants flexibles ne soient pas disponibles aux États-Unis, il y a une forte augmentation dans d'autres pays du monde.

L'éthanol d'aujourd'hui est mélangé jusqu'à 10 % du niveau des essences disponibles couramment et compte pour 3 à 4 % de l'alimentation en combustible des États-Unis. Bien que l'on ait longtemps cru que les possibilités de l'éthanol comme carburant se situeraient à moins de 10 % de l'approvisionnement total, l'arrivée récente de E85 - 85 % d'éthanol et 15 % d'essence - laisse croire que ce chiffre pourrait être trop conservateur. À l'heure actuelle, très peu de véhicules utilisent des mélanges E85, à cause du nombre réduit de véhicules à E85 produits aux États-Unis. L'on ne peut toutefois pas nier la possibilité que l'éthanol dépasse sa niche traditionnelle dans l'ensemble des carburants.

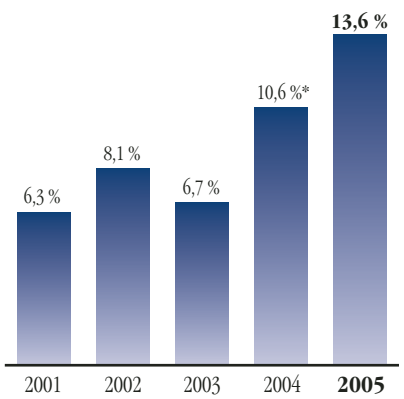


Les préoccupations environnementales ajoutées à la balance commerciale forcent les fabricants d'auto et les chauffeurs à considérer les carburants renouvelables comme le biodiesel dérivés des graines oléagineuses. En Allemagne et en France où le biodiesel compte pour environ 3 % de l'approvisionnement en carburant, la politique des gouvernements et les préférences des chauffeurs appuient la croissance de ce carburant alternatif. ADM fournit le biodiesel des marchés européens, augmentant la demande totale des récoltes des fermiers.

« ADM s'engage à collaborer pour de nouvelles idées et améliorations scientifiques. Elle se concentre sur l'association des besoins des consommateurs et sur ce qui est possible. Nous avons la même approche. »

Tom Zimmerman
vice-président, développement commercial
Pharmavite

Retour sur les capitaux propres du début de l'année



** Représente le bénéfice net 2004 de 495 millions de dollars plus une charge fiscale nette de 252 millions de dollars portant sur le règlement de litige HFC de 2004 comme pourcentage des capitaux propres du début de l'année.*

De même, l'utilisation du biodiesel fabriqué de graines oléagineuses augmente en Europe où les voitures et les camions utilisent des mélanges de biodiesel et de carburants à 100 % biodiesel. Le biodiesel n'a pas encore fait de percée aux États-Unis où les voitures à essence dépassent de beaucoup celles à diesel. Ceci présente une autre occasion de croissance substantielle à long terme.

Qu'est-ce qui pourrait motiver une expansion continue de la demande de carburants alternatifs ? Les prix de l'essence sont probablement le facteur le plus important à cause de la demande et d'autres variables. Ajoutez au prix de chaque baril de pétrole des hypothèses géopolitiques et environnementales qui pourraient changer quotidiennement et dramatiquement. Pour atténuer le risque - et maximiser l'occasion - ADM se penche sur ces occasions dans plusieurs directions. Un investissement direct, des coentreprises, des licences et autres approches fournissent les moyens de saisir les courants rentables et de revenus possibles tout en gérant les ressources consacrées à chaque initiative. ADM a élargi la portée de ses coentreprises de technologie et d'autorisation d'exploitation comme moyen de diversifier les lignes de produits, augmenter le flot de valeur des installations établies et répartir le risque de multiples investissements.

À la fin de 2004, ADM et Metabolix, Inc. ont établi une alliance stratégique pour mettre en marché une nouvelle génération de plastiques haute performance dérivés du maïs ou d'autres ressources renouvelables. La technologie de polymère de PHA (polyhydroxyalkanoate) développée par Metabolix peut servir à des applications aussi diverses que l'emballage biodégradable, les revêtements, les ustensiles et les produits de consommation. ADM a commencé des tests de fermentation à l'échelle commerciale pour cette entreprise à l'été 2005.

La livraison du produit est le volet le plus visible du service à la clientèle, mais ce n'est que la première étape pour l'établissement d'une relation à long terme. ADM collabore avec les clients, petits et grands, pour aider à gérer la logistique du transport, l'inventaire, le contrôle de la qualité et la formation du personnel. Chez Hilliard's House of Candy, une confiserie de la quatrième génération d'Easton (Massachusetts), ADM « fait beaucoup plus pour ses clients tout simplement, » selon le propriétaire, Charlie McCarthy. « Je ne connais aucune autre société qui en fait autant. »

« L'un des meilleurs aspects du travail avec ADM est le fait qu'ils sont prêts à s'adapter pour accomplir le travail. Parfois, nous avons besoin d'une commande une semaine avant la date prévue et les personnes avec qui nous travaillons nous aident. Le personnel du service à la clientèle et de logistique est exceptionnel. »

Steve Woolley
Directeur des matières premières
et de la sous-traitance
Russell Stover Candies

La technologie de Metabolix PHA a reçu un prix Presidential Green Chemistry Challenge de l'Environmental Protection Agency des États-Unis en 2005, et ADM s'est mérité deux des six prix de l'EPA cette année. C'est la première fois qu'une société en obtient autant depuis la création des prix il y a dix ans.

ADM est reconnue pour la technologie (interestérification enzymatique) qui permet de produire une gamme de produits d'huile végétale (y compris la margarine) sans former de gras trans qui sont typiquement associés à de tels produits finis. ADM utilise une enzyme efficace développée par Novozymes, et elle utilise cette technologie depuis 2002 et elle élargit le processus à base d'enzyme à deux installations des États-Unis. En présentant le prix, l'EPA a indiqué que le processus d'ADM permet des réductions importantes des déchets et de l'utilisation de produits chimiques forts. Cette approche efficace pour la réduction des gras trans arrive à un moment particulièrement opportun. La FDA exige que tous les transformateurs alimentaires incluent des données sur le contenu en gras trans sur les étiquettes de produits dès le 1er janvier 2006. Cette exigence a mené à de nombreux changements de formules des produits pour les clients d'ADM.

Le deuxième prix d'ADM du Presidential Green Chemistry Challenge Award citait le coalescent de la marque Archer RC™ qui remplace les agents coalescents traditionnels, sources particulièrement importantes de composés organiques volatiles de produits tels que les peintures au latex. Environ 120 millions de livres de solvants coalescents, presque tous à base de pétrole, sont utilisées dans la peinture au latex chaque année aux États-Unis et presque toute cette quantité s'évapore dans l'air ambiant. Le coalescent Archer RC™ commence avec des ressources naturelles, renouvelables comme l'huile de maïs ou l'huile de tournesol et réduit ainsi les risques d'inhalation de vapeurs de solvants à base de pétrole.

Il n'y a rien de plus ennuyeux que regarder sécher la peinture et, en plus, cela pourrait être malsain. Les composés organiques volatiles dérivés du pétrole produisent des vapeurs dangereuses lorsque la plupart des peintures au latex sèchent, mais le coalescent d'Archer RC™ d'ADM fournit une alternative sans danger soulignée par le prix de l'EPA, Presidential Green Chemistry Challenge Award. De plus en plus les récoltes offrent des alternatives attrayantes pour les applications aussi diverses que la mousse d'emballage, les planches de copeaux utilisées dans la construction, les cartes de circuit imprimé et autres processus.

« Les problèmes sont rares, mais lorsqu'il y a un problème, ADM fait des merveilles pour le résoudre. Parfois, ADM a dû identifier un problème possible lorsque le produit était en route vers notre terminal. Cela nous a aidés à nous préparer avant de recevoir le produit. Il est important aussi de savoir qu'ADM peut répondre à nos exigences, partout et toujours. Les capacités d'ensemble d'ADM établissent une norme élevée en termes de performance. »

Michael D. Perrone
Négociant d'éthanol
Marathon Petroleum Company LLC

Bien que ces initiatives réduisent clairement le coût environnemental et les risques pour les clients d'ADM et pour le consommateur, ces technologies s'appuient aussi sur de solides composants financiers fondamentaux. Chaque technologie offre la possibilité de développer des produits à valeur plus élevée qui peuvent produire des volumes attrayants. Ensuite, ces produits à valeur plus élevée et à volume plus élevé peuvent déplacer la balance offre/demande à long terme vers des produits plus traditionnels puisqu'une plus grande partie de chaque récolte est acheminée vers un nouveau marché.

Ce n'est qu'une partie de ce que nous voulons dire par Pleins de Ressources par Nature. En plus des initiatives indiquées plus haut, ADM travaille seule ou avec des partenaires de recherche dans un certain nombre de secteurs intrigants. Le propylène glycol, un marché mondial de 2,6 milliards de livres, se retrouve dans de nombreuses applications telles que les résines, les détergents, les fluides de dégivrage et autres utilisations, avec une possibilité intéressante de substituer le glycol à base de maïs aux produits à base de pétrole. ADM s'est associée avec Argonne National Laboratories pour développer un bioréacteur afin de transformer les sucres du maïs en produits chimiques de valeur, tandis qu'ADM et Battelle Science and Technology collaborent à des processus de produits chimiques industriels. Ces technologies peuvent offrir des occasions intéressantes de marchés pour augmenter la valeur des installations de transformation d'ADM et des chaînes de produits.

Il est impossible de prédire le rythme ou la persistance de la transformation des stocks d'approvisionnement à base de pétrole à des produits à base de récoltes, mais la transformation est déjà en cours dans plusieurs secteurs. La production d'éthanol industriel est estimée à 80 % à base agricole et à 20 % à base de pétrole, le contraire de la situation d'il y a trois ans.

ADM collabore étroitement avec les transformateurs alimentaires pour adapter la nutrition et le goût aux demandes changeantes du marché. De nouveaux règlements exigent d'indiquer sur l'étiquette le contenu en gras trans des aliments traités et ADM a travaillé avec des centaines de clients pour adapter ou reformuler leurs produits pour le nouvel environnement des marchés. Le défi pour les transformateurs est de trouver des moyens rentables pour changer leurs formulations sans compliquer leur préparation et sans changer le plaisir que retirent les clients. L'équipe de recherche et les gérants de la transformation d'ADM aident nos clients à répondre à la demande des consommateurs finaux.

« Je compte sur mes contacts à ADM pour m'aider à mieux servir mes propres clients. Les membres de mon équipe à ADM sont parmi les meilleurs avec lesquels j'ai travaillé. »

Acheteur de marchandises
Coopérative agricole

La volatilité, voilà la norme en prix des récoltes et de l'énergie. ADM gère l'occasion et le risque en diversifiant ses investissements et ses structures - des installations individuelles aux coentreprises complexes et placements en actions. La même diversification s'applique aux opérations quotidiennes. En offrant une variété de produits et services, ADM gère les occasions créées par les tendances à court terme dans ses marchés et ses relations à long terme avec les clients.

La croissance des marchés complexes d'ADM dépend enfin du capital intellectuel appliqué à chaque occasion. Tel que Louis Pasteur l'a noté en 1854, *le hasard ne favorise que les esprits préparés*. Des occasions apparaissent chaque jour sous forme de besoins des clients, de nouvelles technologies ou d'économie mondiale. Le succès est possible parce que nous pouvons anticiper ces occasions et répondre efficacement au bon moment.

L'historique d'ADM pour la performance financière et la croissance disciplinée est un testament pour les esprits ouverts qui saisissent chaque occasion et chaque risque. La société recherche de nouvelles technologies et de nouveaux marchés et cet investissement du capital intellectuel continuera à commander les investissements d'actifs et les rendements pour nos actionnaires.

ADM

La science de l'amidon prend rapidement de l'ampleur avec la multiplication d'occasions de marchés à base de nouvelles technologies utilisant cette ressource renouvelable. ADM et Metabolix travaillent ensemble à développer des produits à base d'amidon pour remplacer les plastiques à base de pétrole, développant ainsi des marchés pour les récoltes et réduisant la dépendance sur le pétrole étranger. Que faut-il pour réussir ? Le capital intellectuel pour développer et fabriquer des produits rentables ciblant des occasions de marché précis, voilà ce qu'il faut. La capacité physique permettant de produire des quantités commerciales du produit est le deuxième volet de l'équation. ADM et Metabolix combinent les deux types de capitaux pour le développement de plastiques biodégradables.

TABLE DES MATIÈRES DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RAPPORT DE GESTION – 30 JUIN 2005

SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

La société se consacre principalement à la fourniture, au transport, à l'entreposage, à la transformation et à la commercialisation de denrées et produits agricoles. Les activités de la société sont classées dans trois secteurs d'activité isolables : Transformation des graines oléagineuses, Transformation du maïs et Services agricoles. Chacun de ces secteurs est organisé en fonction de la nature des produits et des services fournis. Les autres activités de la société sont regroupées dans le secteur Divers.

Le secteur Transformation des graines oléagineuses comprend les activités liées à la transformation des graines oléagineuses (telles que les fèves de soja, les graines de coton, les graines de tournesol, le canola, les cacahuètes et les graines de lin) en huiles et tourteaux végétaux essentiellement destinés à l'alimentation humaine et animale. Les graines oléagineuses peuvent par ailleurs être revendues sur le marché comme matière première pour d'autres transformateurs. L'huile végétale brute peut être vendue telle quelle, ou faire l'objet d'une transformation supplémentaire par raffinage, décoloration et désodorisation pour en faire de l'huile de table. Les huiles de table peuvent ensuite être encore transformées par hydrogénation et/ou interestérification en margarine, graisse végétale et autres produits alimentaires. L'huile partiellement raffinée est vendue pour entrer dans la composition de produits chimiques, peintures et autres produits industriels. Les tourteaux de graines oléagineuses sont des ingrédients de base employés dans la fabrication de nourriture pour le bétail et la volaille.

Le secteur Transformation du maïs comprend les activités liées à la production de sirops, d'amidons, de dextrose et d'édulcorants destinés au secteur de l'alimentation et des boissons, ainsi que les activités liées à la production par fermentation des bioproduits, tels que l'alcool, les acides aminés et autres aliments de spécialité et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale.

Le secteur Services agricoles utilise l'important réseau de silos-élévateurs et de transport de la société pour acheter, entreposer, nettoyer et transporter des denrées agricoles, telles que les graines oléagineuses, le maïs, le blé, le sorgho, l'avoine et l'orge, et il revend ces marchandises principalement sous forme d'ingrédients alimentaires pour animaux et de matières premières pour l'industrie de transformation alimentaire. Le réseau de sourçage et de transport des céréales des Services agricoles assure des services fiables et efficaces aux activités de transformation agricole de la société. Les activités d'A.C. Toepfer International, entreprise internationale spécialisée dans la commercialisation de denrées et produits agricoles transformés, sont également comprises dans les Services agricoles.

Le secteur Divers comprend le reste des activités de la société, à savoir essentiellement les activités liées aux ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale et les activités financières. Les premières comprennent la transformation du blé, avec des activités liées à la production de farine de blé; la transformation du cacao, avec des activités liées à la production de produits chocolatés et à base de cacao; la production de produits de santé et d'alimentation naturels et la production d'autres aliments de spécialité et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale. Les activités financières regroupent les activités de banque, d'assurance captive, de placements en fonds d'actions privés et de négociateur de contrats à terme.

Indicateurs de la performance d'exploitation et facteurs de risque

La société est exposée à certains risques inhérents à son domaine d'activité : les marchandises agricoles. Ces risques sont décrits plus en détail aux sections «Conventions comptables critiques» et «Instruments et positions sensibles aux risques du marché» du «Rapport de gestion».

Les activités de Transformation des graines oléagineuses, de Services agricoles et de Transformation du blé s'appuient sur des marchandises agroalimentaires, et les prix de vente du secteur enregistrent des fluctuations parallèles à celles des prix des matières premières de cette filière. Les variations de prix des marchandises agricoles ont une incidence quasi identique sur le chiffre d'affaires net et le coût des produits vendus, tout en ne touchant que très modestement la marge bénéficiaire brute des transactions sous-jacentes. Par conséquent, les variations du chiffre d'affaires net de ces secteurs d'activité ne traduisent pas nécessairement une variation de la marge bénéficiaire brute enregistrée par ces activités.

Le secteur Transformation du maïs et certaines autres activités de transformation des ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale emploient eux aussi comme matières premières des marchandises agricoles (ou produits dérivés de marchandises agricoles). Dans ces activités, les variations de prix des marchandises agricoles peuvent considérablement modifier le coût des produits vendus, et ces fluctuations ne peuvent pas toujours être reflétées directement dans le prix de vente des produits finis. Pour des produits comme l'éthanol, les prix de vente ne présentent aucune corrélation directe avec le coût des matières premières agricoles qui servent à sa production.

La société est présente dans de nombreux pays étrangers. Pour nombre de filiales de la société établies hors des États-Unis, la devise fonctionnelle est la devise locale du pays d'implantation. Les produits et charges libellés en devises étrangères sont convertis en dollars US aux taux de change moyens pondérés pour les diverses périodes. Les fluctuations des taux de change du dollar US avec l'euro et la livre sterling principalement entraîneront une variation parallèle de la valeur relative exprimée en dollars US des produits et charges de la société. L'incidence des variations de taux de change est précisée ci-après lorsqu'elle est substantielle.

Afin de mesurer la performance de ses secteurs d'activité, la société a recours à des statistiques d'exploitation clés telles que le bénéfice d'exploitation du secteur ainsi que le retour sur investissement. Le résultat d'exploitation de la société est soumis à de grandes fluctuations en raison de l'évolution de facteurs imprévisibles, comme les conditions météorologiques, les plantations, les politiques et programmes gouvernementaux (à l'échelle nationale et internationale) en matière d'agriculture, les changements de la demande mondiale résultant de la croissance démographique et de l'évolution des niveaux de vie, et la production mondiale de cultures similaires et concurrentielles. Au regard de ces facteurs, la société n'émet aucune prévision dans le «Rapport de gestion».

2005 EN COMPARAISON DE 2004

À titre d'entreprise de denrées agricoles, la société est soumise à une variété de facteurs liés au marché qui affectent ses résultats d'exploitation. En 2005, les marges de broyage de graines oléagineuses en Europe se sont améliorées à cause de l'augmentation de la demande d'huile végétale et de biodiesel et de la réduction des coûts du colza à la suite d'une bonne récolte européenne. Un approvisionnement à court terme limité de soja attribuable à la solide demande chinoise a eu un impact négatif sur les

marges de broyage de graines oléagineuses d'Amérique du Nord. Les marges de broyage de graines oléagineuses d'Amérique du Sud sont encore faibles en raison de la surcapacité du secteur.

L'éthanol a connu une bonne demande et une augmentation des prix de vente à cause des prix de l'essence plus élevés. Une augmentation de la capacité de production de la lysine en Chine a créé des surplus, réduisant ainsi les prix et les marges connexes. Les récoltes de maïs et de soja record des États-Unis ont créé une demande accrue de transport par rail et par barge en plus d'offrir des conditions d'exploitation favorables pour les activités d'échange et d'approvisionnement des céréales des États-Unis. L'amélioration des récoltes en Amérique du Nord et en Europe a équilibré les niveaux d'offre et de demande des denrées agricoles, réduisant les occasions mondiales de commercialisation des céréales.

Le bénéfice net pour l'exercice 2005 a augmenté, et cela est surtout imputable à l'absence de la charge de 400 millions de dollars US, relative au règlement du contentieux sur le fructose survenu l'année dernière, aux 114 millions du revenu de l'exercice actuel comparativement à une charge de 119 millions de dollars US de l'exercice précédent à la suite des changements de prix de denrées avec les évaluations des stocks DEPS, aux gains de 45 millions de dollars US qui représentaient la quote-part du gain obtenu pour la participation de la société dans sa filiale non consolidée, Compagnie Industrielle et Financière des Produits Amylacés SA («CIP»), lors de la vente de sa participation dans Tate & Lyle PLC (le «gain de CIP»), et aux 114 millions de dollars US de gains réalisés sur opération à la suite de la vente par la société des actions de Tate & Lyle PLC. L'amélioration des résultats d'exploitation des secteurs Transformation des graines oléagineuses, Services agricoles et Divers – Éléments financiers a aussi contribué à l'amélioration du bénéfice net. Ces augmentations ont été partiellement compensées par la réduction des résultats d'exploitation de la transformation du maïs. Les résultats d'exploitation de transformation du maïs ont chuté à cause de la hausse des coûts nets pour le maïs et des coûts d'énergie et des prix de ventes moyens de la lysine moins élevés. Le bénéfice net inclut une charge de 42 millions et 51 millions de dollars US, enregistrée respectivement en 2005 et 2004, se rapportant principalement à la réduction de valeur de biens inemployés abandonnés à leur valeur de liquidation estimative. Les résultats du dernier exercice incluent un gain de 21 millions de dollars US d'une poursuite d'assurance reliée aux inondations de 1993.

Analyse des états des résultats

Le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation ont légèrement chuté pour atteindre 35,9 milliards de dollars US, notamment en raison des prix de vente moyens des produits de base agricoles. Cette réduction a été compensée en partie par une augmentation du taux de change de 962 millions de dollars US, des volumes de ventes accrus pour les produits de base agricoles, et des prix de vente moyens plus élevés pour l'éthanol et les édulcorants à base de maïs.

Le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation par secteur sont les suivants :

	2005	2004	Variation
	(en milliers de dollars US)		
Transformation des graines oléagineuses	**11 803 309 $**	12 049 250 $	(245 941) $
Transformation du maïs			
Édulcorants et amidons	**1 905 218**	1 736 526	168 692
Bioproduits	**2 458 706**	2 268 655	190 051
Total Transformation du maïs	**4 363 924**	4 005 181	358 743
Services agricoles	**15 198 831**	15 638 341	(439 510)
Divers			
Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale	**4 505 788**	4 386 246	119 542
Éléments financiers	**71 958**	72 376	(418)
Total Divers	**4 577 746**	4 458 622	119 124
Total	**35 943 810 $**	36 151 394 $	(207 584) $

Le chiffre d'affaires du secteur Transformation des graines oléagineuses a diminué de 2 % pour atteindre 11,8 milliards de dollars US notamment en raison de la réduction des volumes et des prix de vente moyens des exportations de graines oléagineuses et des prix de vente moyens moins élevés de tourteaux riches en protéines. Ces réductions sont compensées en partie par des volumes de ventes accrus et des prix de vente moyens plus élevés d'huile végétale. Le chiffre d'affaires du secteur Transformation du maïs a progressé de 9 % pour atteindre 4,4 milliards de dollars US, principalement grâce à la hausse des ventes de bioproduits et, dans une moindre mesure, grâce à la hausse des ventes d'édulcorants et de produits de l'amidon. Le chiffre d'affaires des Bioproduits a progressé principalement à cause de la hausse des prix de vente moyens d'éthanol, compensée par des volumes de ventes d'éthanol et des prix de vente moyens de la lysine plus bas. L'augmentation des prix de vente d'éthanol provenait surtout des prix de l'essence plus élevés. Les volumes des ventes d'éthanol ont chuté puisque les augmentations des volumes de l'année dernière en réponse aux percées sur de nouveaux marchés dans le nord-est des États-Unis ne se sont pas répétées pour l'exercice à l'étude. Le chiffre d'affaires des édulcorants et des amidons a augmenté surtout en réponse aux prix moyens de vente plus élevés et, dans une moindre mesure, à des augmentations de volumes de ventes. Le chiffre d'affaires des Services agricoles a chuté de 3 % pour atteindre 15,2 milliards de dollars US, en raison notamment des prix moyens des marchandises moins élevés en Amérique du Nord, des réductions de volumes de ventes pour les activités mondiales de commercialisation des céréales et des réductions de volumes de ventes de blé et de maïs nord-américains. Ces réductions ont été partiellement compensées par des volumes de ventes accrus de soja en Amérique du Nord. Les ventes du secteur Divers ont progressé de 3 % pour s'élever à 4,6 milliards de dollars US, en raison notamment de l'amélioration des prix de vente moyens des produits à base de farine de blé.

Le coût des produits vendus a diminué de 1 % pour atteindre 33,5 milliards de dollars US, du fait surtout de la réduction des prix moyens des marchandises agricoles, compensés en partie par des augmentations du taux de change de 916 millions de dollars US et des volumes de ventes plus élevés des marchandises agricoles. Les coûts de fabrication ont augmenté de 383 millions de dollars US par rapport aux niveaux de l'exercice précédent, en raison principalement d'une augmentation des coûts reliés à l'énergie et au personnel. Les coûts de fabrication de 2005 et de 2004 incluent une charge respective de 42 et de 51 millions de dollars US relative à l'abandon et à la réduction de valeur d'actifs à long terme.

Les charges de vente et charges générales et administratives ont chuté de 321 millions de dollars US à 1,1 milliard, en raison surtout de l'absence

de la charge de 400 millions de dollars US relative au règlement du contentieux sur le fructose à l'exercice précédent. Excluant l'effet du règlement, les charges de vente et charges générales et administratives se sont accrues de 79 millions de dollars US, principalement à cause des coûts accrus reliés aux employés, y compris les charges de retraite, et les honoraires de vérification. Ces hausses ont été partiellement compensées par une réduction des frais juridiques et des provisions pour créances douteuses.

Les autres charges (produits) ont augmenté de 194 millions de dollars US pour atteindre 166 millions de dollars US, une hausse essentiellement attribuable aux gains réalisés sur opérations sur titres de 114 millions de dollars US à la suite de la vente des participations de la société dans les actions de Tate & Lyle PLC et à une augmentation de 48 millions de dollars US de la quote-part des bénéfices des sociétés affiliées non consolidées. Cette hausse découle principalement du gain de CIP. Les intérêts débiteurs ont diminué de 15 millions de dollars US en raison particulièrement des niveaux d'emprunt moyen plus bas. Les revenus de placement ont augmenté de 19 millions de dollars US principalement en raison de niveaux de placements moyens plus élevés.

Le bénéfice d'exploitation par secteur est comme suit :

	2005	2004	Variation
	(en milliers de dollars US)		
Transformation des graines oléagineuses	**344 654 $**	290 732 $	53 922 $
Transformation du maïs			
Édulcorants et amidons	**271 487**	318 369	(46 882)
Bioproduits	**258 746**	342 578	(83 832)
Total Transformation du maïs	**530 233**	660 947	(130 714)
Services agricoles	**261 659**	249 863	11 796
Divers			
Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale	**263 617**	260 858	2 759
Éléments financiers	**150 777**	98 611	52 166
Total Divers	**414 394**	359 469	54 925
Total du bénéfice d'exploitation du secteur	**1 550 940**	1 561 011	(10 071)
Siège social	**(34 565)**	(843 000)	808 435
Résultats avant impôts sur les bénéfices	**1 516 375 $**	718 011 $	798 364 $

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation des graines oléagineuses a augmenté de 19 % pour atteindre 345 millions de dollars US, essentiellement en raison de la progression des résultats d'exploitation en Europe à la suite de l'amélioration des conditions des récoltes et d'une solide demande de biodiesel, et des résultats améliorés de sourçage de graines oléagineuses en Amérique du Sud. Ces augmentations ont été partiellement compensées par des résultats d'exploitation moins élevés pour les opérations de broyage de graines oléagineuses d'Amérique du Nord de la société. Les marges de broyage de graines oléagineuses d'Amérique du Nord ont chuté à cause d'un approvisionnement de soja à court terme limité aux États-Unis menant à des niveaux plus élevés des prix du soja. La surcapacité de l'industrie en Amérique du Sud continue de nuire aux marges de broyage des graines oléagineuses. Le bénéfice d'exploitation inclut une charge de 13 millions de dollars US et de 4 millions de dollars US d'abandons et de réductions de valeur d'actifs à long terme respectivement en 2005 et 2004.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation du maïs a diminué de 20 % pour s'établir à 530 millions de dollars US, ce qui est attribuable principalement à la hausse des coûts nets pour le maïs et des coûts d'énergie et des prix de vente moyens de la lysine moins élevés. Le bénéfice d'exploitation du secteur Édulcorants et amidons a diminué de 47 millions de dollars US surtout à cause d'une augmentation des coûts nets du maïs et de l'énergie. Le bénéfice d'exploitation de ce secteur pour l'exercice précédent incluait un gain de 15 millions de dollars US d'une poursuite d'assurance reliée aux inondations de 1993. Le bénéfice d'exploitation du secteur Bioproduits a diminué de 84 millions de dollars US, principalement à cause d'une réduction des prix de vente moyens de la lysine. Ces prix sont plus bas surtout à cause de l'augmentation de l'approvisionnement de la Chine. Cette réduction a été partiellement compensée par une amélioration des résultats d'exploitation de l'éthanol à cause d'une augmentation des prix de vente de l'éthanol. Les prix de vente d'éthanol restent solides et compensent largement l'effet de la réduction des volumes de ventes d'éthanol et de l'augmentation des coûts nets du maïs et de l'énergie. Le bénéfice d'exploitation du secteur Bioproduits inclut une charge de 16 et de 14 millions de dollars US relative à l'abandon et à la réduction de valeur d'actifs à long terme respectivement en 2005 et 2004.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Services agricoles a augmenté de 5 % pour atteindre 262 millions de dollars US en raison surtout de meilleurs résultats d'exploitation du transport et de l'approvisionnement d'Amérique du Nord. Les récoltes de maïs et de soja record des États-Unis ont donné à la société l'occasion d'obtenir de solides bénéfices du stockage, du transport, de l'approvisionnement et de la mise en marché. Ces augmentations ont été partiellement compensées par les résultats de commercialisation mondiaux des céréales moins élevés. Les résultats de commercialisation mondiale des céréales ont diminué surtout à cause des meilleures récoltes en Europe et en Amérique du Nord, menant à une réduction de la demande européenne pour les denrées agricoles et les produits connexes. Le bénéfice d'exploitation du dernier exercice incluait une charge de 5 millions de dollars US relative à l'abandon et à la réduction de la valeur d'actifs à long terme.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Divers a augmenté de 15 % pour atteindre 414 millions de dollars US. Le bénéfice d'exploitation du secteur Divers – Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale était comparable à celui du dernier exercice, tandis que celui de Divers – Éléments financiers a augmenté de 52 millions de dollars US surtout à cause d'une amélioration des activités d'assurance captive et d'une appréciation des placements en fonds d'actions privés de la société. Les résultats d'assurance captive de l'année dernière incluaient une perte à la suite d'un incendie à un entrepôt de produits finis de cacao de la société. Le bénéfice d'exploitation du secteur Divers – Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale inclut des charges de 13 millions de dollars US, en 2005 et 2004, relatives à l'abandon et à la réduction de valeur d'actifs à long terme.

Les charges du siège social se sont améliorées de 808 millions de dollars US à 35 millions de dollars US, en raison principalement de l'absence de la charge de 400 millions de dollars US liée au règlement du litige du fructose survenu l'année dernière, du gain de CIP, du bénéfice de 114 millions de dollars US pour l'exercice en cours comparativement à une charge de 119 millions de dollars US pour l'exercice précédent à la suite des changements de prix de denrées avec les évaluations des stocks DEPS, de gains de 114 millions de dollars US réalisés sur opérations à la suite de la vente des actions de Tate & Lyle PLC et d'une charge de 14 millions de dollars US au dernier exercice relative à l'abandon et à la réduction de valeur d'actifs à long terme.

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté en raison particulièrement des bénéfices avant impôts plus élevés. Cette augmentation a été compensée en partie par l'effet du gain de CIP. Il n'y a aucun impôt sur le gain de CIP puisque CIP, une coentreprise de la société, entend réinvestir définitivement le produit de la vente. Le taux d'imposition réel de la société, excluant l'incidence du gain de CIP, était de 32,1 % comparativement à 31,1 % au dernier exercice. L'augmentation du taux d'imposition réel s'explique essentiellement par les variations de la répartition des bénéfices avant impôts parmi les diverses juridictions et du fait que les avantages fiscaux découlant de la majorité des initiatives de planification fiscale de la société sont fixes par nature.

2004 EN COMPARAISON DE 2003

En 2004, les marchés mondiaux de graines oléagineuses ont connu une volatilité marquée qui s'explique essentiellement par le faible volume des cultures du secteur dans la plupart des régions agricoles du monde entraîné par des conditions météorologiques défavorables. Cette faiblesse, conjuguée au raffermissement constant de la demande d'huiles végétales et de protéines en Asie, a entraîné une hausse du prix des graines de soja et une saturation des capacités d'expédition. Malgré le niveau record des prix des graines oléagineuses, la demande de tourteaux riches en protéines et d'huile végétale en Amérique du Nord est restée ferme. Le volume réduit des cultures de graines oléagineuses et les importations de tourteaux riches en protéines d'Amérique du Sud ont porté préjudice au taux d'utilisation des capacités de broyage et aux marges en Europe. Par ailleurs, la surcapacité du secteur du broyage en Amérique du Sud a quant à elle grevé les marges de broyage des graines oléagineuses sud-américaines.

L'éthanol a continué à faire l'objet d'une ferme demande, des États supplémentaires l'employant aux États-Unis comme additif pour les carburants après l'interdiction récente de l'éther méthylique du tert-butanol (MTBE). La hausse record des prix du pétrole brut a également contribué à la bonne tenue de la demande d'éthanol et soutenu les prix de ce produit. Le niveau élevé des prix des graines oléagineuses a incité les éleveurs à nourrir le bétail avec davantage de tourteaux de maïs et de drêche de distillerie au lieu de tourteaux riches en protéines plus coûteux. L'utilisation d'aliments pour animaux à base de maïs enrichi de lysine afin d'équilibrer la teneur en acides aminés s'est traduite par un renforcement de la demande et une hausse des prix de vente moyens de la lysine. Par ailleurs, l'amélioration observée sur les marchés d'actions mondiaux au cours de 2004 s'est révélée bénéfique pour les porteurs de titres de participation négociables et les fonds d'actions privés.

En juin 2004, la société a conclu un accord de règlement dans le cadre d'une action en recours collectif portant sur la vente de sirop de maïs riche en fructose au titre duquel la société a versé 400 millions de dollars US.

Le bénéfice net de l'exercice 2004 est en hausse en raison essentiellement de l'amélioration des résultats d'exploitation de la Transformation du maïs et des Services agricoles ainsi que de l'activité de la société relative aux ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale. La hausse du bénéfice net est également attribuable à l'augmentation de 115 millions de dollars US de la quote-part des bénéfices des sociétés affiliées non consolidées, en raison notamment de la hausse de la valeur des placements de la société en fonds d'actions privés. Le bénéfice net comprend par ailleurs un gain de 21 millions de dollars US sur une action en justice liée à des questions d'assurance concernant les inondations de 1993. Ces améliorations ont été partiellement annulées par la charge de 400 millions de dollars US liée au règlement du contentieux sur le fructose et à une charge de 51 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme. Les résultats de l'exercice 2003 tenaient compte d'un gain de 28 millions de dollars US sur le règlement partiel des réclamations de la société dans le cadre du procès antitrust relatif aux vitamines et d'une charge de 13 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme.

Les charges de 51 et de 13 millions de dollars US, enregistrées respectivement en 2004 et en 2003, se rapportent principalement à la réduction de valeur de biens inemployés abandonnés à leur valeur de liquidation estimée.

La comparaison des résultats d'exploitation de la société est affectée par les acquisitions suivantes réalisées au cours de l'exercice 2003.

Le 6 septembre 2002, la société a acquis l'ensemble des actions de catégorie A en circulation de Minnesota Corn Processors, LLC («MCP»), entreprise d'extraction d'amidon de maïs par voie humide détenant des usines dans le Minnesota et le Nebraska, pour un montant au comptant de 382 millions de dollars US et la prise en charge de 233 millions de dollars US de la dette à long terme de MCP. Avant le 6 septembre 2002, la société détenait des actions de catégorie B non assorties de droit de vote qui forment les 30 % restants du capital en circulation de MCP. Le bénéfice d'exploitation de MCP a été pris en compte dans le secteur Transformation du maïs de la société selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation jusqu'à la date d'acquisition, et selon le principe de consolidation ultérieurement.

La société a racheté six minoteries situées au Royaume-Uni à Associated British Foods plc (ABF) le 24 février 2003. La société s'est acquittée d'une somme au comptant avoisinant 96 millions de dollars US pour acquérir les actifs et les stocks des minoteries d'ABF. Les résultats d'exploitation des minoteries d'ABF sont consolidés dans le secteur Divers de la société depuis la date d'achat.

Avant le 7 avril 2003, la société détenait 28 % des actions en circulation de Pura plc (Pura), une société basée au Royaume-Uni qui produit et commercialise de l'huile alimentaire. Le 7 avril 2003, la société a acquis la totalité des actions en circulation restantes de Pura pour une somme au comptant d'environ 58 millions de dollars US. Les résultats d'exploitation de Pura sont pris en compte dans le secteur Transformation des graines oléagineuses de la société selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation jusqu'à la date d'acquisition, et selon le principe de consolidation ultérieurement.

Analyse des états des résultats

Le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation ont progressé de 18 % au cours de l'exercice 2004 pour atteindre 36,2 milliards de dollars US, essentiellement grâce à la hausse du prix de vente moyen des denrées agricoles commercialisées et des produits finis à base de graines oléagineuses, ainsi que, dans une moindre mesure, grâce à l'augmentation des volumes de ventes d'éthanol et à un chiffre d'affaires net de 761 millions de dollars US lié à des acquisitions récentes. Par ailleurs, le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation ont progressé de 1,5 milliard de dollars US, soit 5 %, en raison des variations des taux de change. Ces hausses ont été partiellement compensées par le repli des volumes de ventes de graines de soja et de produits finis à base de graines oléagineuses, un recul qui s'explique avant tout par la faiblesse de l'offre de graines de soja en Amérique du Nord.

Le chiffre d'affaires net et autres produits d'exploitation sont les suivants :

	2004	2003	Variation
	(en milliers de dollars US)		
Transformation des graines oléagineuses	12 049 250 $	9 773 379 $	2 275 871 $
Transformation du maïs			
Édulcorants et amidons	1 736 526	1 395 087	341 439
Bioproduits	2 268 655	1 663 599	605 056
Total Transformation du maïs	4 005 181	3 058 686	946 495
Services agricoles	15 638 341	13 557 946	2 080 395
Divers			
Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale	4 386 246	4 223 664	162 582
Éléments financiers	72 376	94 358	(21 982)
Total Divers	4 458 622	4 318 022	140 600
Total	36 151 394 $	30 708 033 $	5 443 361 $

Le chiffre d'affaires du secteur Transformation des graines oléagineuses a progressé de 23 % pour atteindre 12 milliards de dollars US, essentiellement grâce à la hausse de la moyenne des prix de vente des graines de soja, de l'huile végétale, des tourteaux riches en protéines, et, dans une moindre mesure, grâce à l'acquisition des activités de Pura. Ces hausses ont été partiellement compensées par l'affaiblissement du volume des ventes de tourteaux riches en protéines. Les variations des prix de vente moyens et des volumes de ventes sont principalement imputables au renchérissement des graines oléagineuses provoqué par le faible niveau de l'offre aux États-Unis, les conséquences de la sécheresse qui a frappé l'Europe pendant l'été 2003 et l'accroissement de la demande des graines oléagineuses en Chine. Le chiffre d'affaires du secteur Transformation du maïs a fait un bond de 31 % à 4 milliards de dollars US, une performance qui s'explique principalement par la hausse des ventes de Bioproduits et, dans une moindre mesure, des édulcorants et produits à base d'amidon, ainsi que par l'acquisition des activités de MCP. Au sein des Bioproduits, l'amélioration des ventes résulte essentiellement des volumes de ventes d'éthanol et, dans une moindre mesure, de la hausse des prix de vente de la lysine. Les volumes de ventes d'éthanol ont augmenté sous l'effet notamment d'un raffermissement de la demande émanant des raffineries d'essence dans le nord-est des États-Unis. En effet, aux États-Unis, plusieurs États ont révisé la formule des mélanges d'essence en intégrant l'éthanol en remplacement du MTBE récemment interdit. Le chiffre d'affaires des Services agricoles s'est inscrit en hausse de 15 % à 15,6 milliards de dollars US en raison notamment de la hausse du prix moyen des matières premières, un avantage qu'est venu partiellement annuler le repli des volumes de ventes de graines oléagineuses provoqué par la pénurie d'offre. Le chiffre d'affaires du secteur Divers est en hausse de 3 % à 4,5 milliards de dollars US grâce en premier lieu aux ventes attribuables aux minoteries d'ABF acquises récemment.

Le coût des produits vendus a monté de 5,0 milliards de dollars US à 34 milliards de dollars, principalement du fait de la hausse des prix moyens des denrées agricoles. Ces hausses ont été partiellement compensées par le repli des volumes de ventes de graines de soja, un recul qui s'explique avant tout par la faiblesse de l'offre de graines de soja en Amérique du Nord. Les coûts de fabrication ont augmenté de 424 millions de dollars US par rapport à l'exercice 2003, principalement en raison des 50 millions de dollars US imputables aux récentes acquisitions, des 165 millions de dollars US de hausse des coûts de l'énergie, des 44 millions de dollars US de hausse des coûts liés au personnel et de la charge de 51 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme. En outre, le coût des produits vendus s'est accru de 1,4 milliard de dollars US en raison des fluctuations des taux de change. Le coût des produits vendus en 2003 compte une charge de 13 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme et un crédit de 28 millions de dollars US sur le règlement partiel des réclamations de la société dans le cadre du procès antitrust relatif aux vitamines.

Les charges de vente et charges générales et administratives se sont accrues de 454 millions de dollars US à 1,4 milliard de dollars US, nourries principalement par la charge de 400 millions de dollars US imputable au règlement du contentieux sur le fructose. On peut par ailleurs noter une hausse de 22 millions de dollars US des coûts liée aux récentes acquisitions et une charge de 26 millions de dollars US attribuable aux fluctuations des taux de change. En outre, 2003 comprenait une charge de 11 millions de dollars US relative au règlement du litige de la société avec l'Agence de protection environnementale américaine (EPA). À l'exclusion des effets de ces événements, la hausse restante est essentiellement due à l'augmentation des coûts liés au personnel, y compris les charges de retraite.

Les charges du secteur Divers se sont repliées de 120 millions de dollars US à 28 millions de dollars US en raison notamment du gain de 24 millions de dollars US réalisé sur les opérations sur titres négociables et d'une hausse de 115 millions de dollars US de la quote-part des bénéfices des sociétés affiliées non consolidées, une progression partiellement compensée par le gain dégagé en 2003 sur la cession d'actifs hors exploitation. L'augmentation de la quote-part des bénéfices des sociétés affiliées non consolidées est principalement due à l'appréciation des placements en fonds d'actions privés de la société. Les intérêts débiteurs se sont repliés principalement sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt moyens. Les revenus de placements ont baissé essentiellement étant donné la baisse des soldes moyens investis.

Le bénéfice d'exploitation s'établit comme suit :

	2004	2003	Variation
	(en milliers de dollars US)		
Transformation des graines oléagineuses	290 732 $	337 089 $	(46 357) $
Transformation du maïs			
Édulcorants et amidons	318 369	228 227	90 142
Bioproduits	342 578	130 473	212 105
Total Transformation du maïs	660 947	358 700	302 247
Services agricoles	249 863	92 124	157 739
Divers			
Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale	260 858	212 507	48 351
Éléments financiers	98 611	9 492	89 119
Total Divers	359 469	221 999	137 470
Total du bénéfice d'exploitation du secteur	1 561 011	1 009 912	551 099
Siège social	(843 000)	(378 939)	(464 061)
Résultats avant impôts sur les bénéfices	718 011 $	630 973 $	87 038 $

Le bénéfice d'exploitation de Transformation des graines oléagineuses a accusé un recul de 14 % à 291 millions de dollars US notamment du fait du tassement des marges de broyage des graines oléagineuses en Europe et en Amérique du Sud, un contrecoup partiellement compensé par l'augmentation de ces marges en Amérique du Nord. Par ailleurs, les défaillances survenues au quatrième trimestre de 2004 sur des contrats passés en Chine ont eu une incidence considérable sur les marchés internationaux des graines oléagineuses et ont ainsi porté un coup aux

bénéfices du traitement des graines oléagineuses. Les marges de broyage européennes ont reculé, l'importation de produits à base de graines oléagineuses depuis l'Amérique du Sud entraînant une baisse du taux d'utilisation des capacités en Europe. En Amérique du Sud, ce taux a été réduit pour un meilleur équilibre entre l'offre et la demande. L'amélioration des marges de broyage en Amérique du Nord s'explique essentiellement par la vigueur de la demande d'huiles végétales et de tourteaux riches en protéines. Le bénéfice d'exploitation renferme une charge pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme à hauteur de 4 millions et 7 millions de dollars US respectivement pour 2004 et 2003.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation du maïs a augmenté de 302 millions, passant à 661 millions de dollars US grâce notamment à l'augmentation des volumes de ventes de Bioproduits et des prix de vente moyens ainsi que, dans une moindre mesure, à la hausse des prix de vente moyens des édulcorants et des amidons. Le raffermissement des volumes de ventes de Bioproduits tire principalement sa source de la hausse précitée de la demande d'éthanol par les raffineries d'essence du nord-est des États-Unis. La hausse des prix de vente moyens des Bioproduits est quant à elle essentiellement le résultat d'une augmentation de la demande de lysine de la part des producteurs de volaille et de porcs. La lysine est utilisée dans les aliments pour la volaille et les porcs en remplacement des tourteaux riches en protéines et pour équilibrer la teneur en acides aminés. La demande de lysine a également été renforcée par le rapport entre le prix des tourteaux riches en protéines et le prix du maïs. Le bénéfice d'exploitation pour l'exercice 2004 comprend un gain de 15 millions de dollars US issu d'un procès lié à l'assurance portant sur les inondations de 1993 ainsi qu'une charge de 15 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme.

Le bénéfice d'exploitation des Services agricoles a augmenté de 158 millions de dollars US pour passer à 250 millions de dollars US, en raison surtout de l'amélioration des résultats de la commercialisation des céréales à travers le monde ainsi que, dans une moindre mesure, de l'amélioration des résultats des activités de collecte des céréales aux États-Unis. Le volume record des cultures de maïs et les cultures abondantes de blé aux États-Unis ont permis à la société de dégager de solides bénéfices au sein de ses activités d'entreposage, de transport, de collecte et de commercialisation. Par ailleurs, les différentiels entre les productions régionales, provoqués principalement par la vague de sécheresse qui a touché l'Europe, ont permis à la société d'augmenter le taux d'utilisation de son infrastructure céréalière et de ses capacités de commercialisation. La robuste demande mondiale de céréales et d'aliments pour animaux a également soutenu notre bénéfice d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation pour l'exercice 2004 comprend une charge de 5 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme et un gain de 2 millions de dollars US issu d'un procès lié à l'assurance portant sur les inondations de 1993.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Divers a augmenté de 137 millions de dollars US à 359 millions. Les éléments financiers du secteur ont progressé de 89 millions de dollars surtout grâce à l'appréciation des placements de la société en fonds d'actions privés. Le bénéfice d'exploitation du segment des ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale du secteur Divers a gagné 48 millions de dollars US grâce principalement à l'embellie sur le front des activités de transformation du blé et du cacao. Le bénéfice du secteur Transformation du blé s'est inscrit en hausse en raison surtout de l'amélioration des rendements d'extraction de farine de blé entraînée par la meilleure qualité des cultures. Les récoltes de blé de 2003 présentaient une qualité d'extraction moindre en raison de la sécheresse qui a touché le Midwest des États-Unis. Les activités liées au cacao ont progressé grâce à la demande toujours soutenue de beurre et de poudre de cacao émanant des industries pâtissière et chocolatière. Le bénéfice d'exploitation des ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale du secteur Divers renferme une charge pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme de 13 millions et 6 millions de dollars US respectivement pour 2004 et 2003. Les résultats de ce secteur en 2003 comprenaient un gain de 28 millions de dollars US résultant du règlement partiel des réclamations de la société concernant le procès antitrust relatif aux vitamines.

Les charges du siège social ont monté de 464 millions de dollars pour s'établir à 843 millions en raison principalement d'une charge de 400 millions de dollars US entraînée par le règlement du contentieux sur le fructose, de l'augmentation de 104 millions de dollars des ajustements de l'évaluation des stocks avec le remplacement de la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS) par la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS), et d'une charge de 14 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme, le tout étant partiellement compensé par une augmentation de 21 millions de dollars US des gains sur opérations sur titres négociables et par les 4 millions de dollars US d'intérêt perçus au titre du procès lié à l'assurance concernant les inondations de 1993.

Les impôts sur les bénéfices ont enregistré une hausse due à des bénéfices avant impôts en progression et, dans une moindre mesure, à une augmentation du taux d'imposition effectif de la société. Le taux d'imposition effectif de la société s'élevait à 31,1 % en 2004, contre 28,5 % en 2003. Cette hausse s'explique essentiellement par les variations de la répartition des bénéfices avant impôts parmi les diverses juridictions et par l'augmentation des impôts des États des États-Unis.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 juin 2005, la société continuait à afficher d'importantes liquidités avec un fonds de roulement de 4,3 milliards de dollars US et un ratio de liquidité générale (calculé en divisant l'actif à court terme par le passif à court terme) de 1,8 à 1. Le fonds de roulement comprend 567 millions de dollars US d'espèces, de quasi-espèces et de titres négociables à court terme, ainsi que 2,6 milliards de dollars US de stocks de denrées facilement négociables. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont atteint 33 millions de dollars US au dernier exercice, contre 2,1 milliards de dollars US pour l'exercice en cours. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'augmentation du bénéfice net et une réduction des besoins en fonds de roulement entraînée par la réduction des prix des matières premières agricoles. Les flux de trésorerie employés par les activités d'investissement ont baissé de 273 millions de dollars US au cours de l'exercice pour atteindre 302 millions de dollars US, en raison principalement du produit de la vente des actions de Tate & Lyle PLC. Les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement se sont établis à 1,8 milliard de dollars US. Les rachats d'actions ordinaires de la société ont augmenté de 135 millions de dollars US à 139 millions de dollars US. Les paiements sur des lignes de crédit se sont élevés à 1,4 milliard de dollars US en 2005, contre 484 millions en 2004 pour les emprunts, à la suite de l'augmentation du bénéfice net et de la réduction des besoins de fonds de roulement entraînée par la réduction des prix des matières premières.

Les ressources financières se sont améliorées, comme le reflète l'augmentation de la valeur nette de la société qui affiche 8,4 milliards de dollars US. Le ratio de la dette à long terme au capital total (la somme de la dette à long terme et des capitaux propres de la société) a décru pour s'établir à 30 % au 30 juin 2005, contre 33 % au 30 juin 2004. Ce ratio mesure la liquidité à long terme de la société et constitue un indicateur de ses possibilités financières. Des effets de commerce et des lignes de crédit de banques commerciales sont disponibles pour faire face aux besoins de trésorerie saisonniers. Au 30 juin 2005, la société avait utilisé 426 millions de dollars US et avait à sa disposition 3,1 milliards de dollars US supplémentaires dans le cadre de ses effets de commerce et de ses lignes de crédit bancaires. Standard & Poor's et Moody's notent les effets de commerce de la société respectivement A-1 et P-1, et la dette à long terme de la société est respectivement notée A+ et A2 par les deux institutions. Outre les flux de trésorerie générés par l'exploitation, la société a accès à des capitaux propres et des capitaux d'emprunt provenant de multiples sources publiques et privées sur les marchés nationaux et internationaux.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Dans le cours normal des affaires, la société négocie des contrats et des engagements qui l'obligent à effectuer des paiements dans le futur. Le tableau ci-dessous illustre les principales obligations futures de la société par période. Les contrats d'achat liés à l'énergie négociés dans le cours normal des affaires sont inclus dans ce tableau, à l'instar des contrats de denrées négociés dans le cours normal des affaires qui font l'objet d'une description plus détaillée sous la rubrique «Instruments et positions sensibles aux risques du marché» du «Rapport de gestion». Le cas échéant, les renseignements inclus dans les états financiers consolidés de la société et les notes y afférentes font l'objet de renvois dans ce tableau.

Obligations contractuelles	Renvoi aux notes	Paiements exigibles par période				
		Total	Moins d'un an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
		(en milliers de dollars US)				
Achats						
Stocks		7 427 006 $	7 250 859 $	176 147 $	— $	— $
Énergie		599 755	307 720	271 798	15 951	4 286
Divers		755 835	160 838	195 506	153 961	245 530
Total des achats		8 782 596	7 719 417	643 451	169 912	249 816
Dette à court terme		425 808	425 808	—	—	—
Dette à long terme	Note 6	3 700 965	209 747	114 071	75 248	3 301 899
Contrats de location-acquisition	Note 6	52 113	13 191	28 236	4 123	6 563
Versements d'intérêts estimatifs		5 433 281	274 147	510 854	493 867	4 154 413
Contrats de location-exploitation	Note 11	320 663	64 976	89 704	53 261	112 722
Total		18 715 426 $	8 707 286 $	1 386 316 $	796 411 $	7 825 413 $

Au 30 juin 2005, la société estimait que le montant nécessaire à l'achèvement des projets d'investissement et d'acquisition s'élèverait à environ 1,1 milliard de dollars US. La société est un associé commanditaire dans plusieurs fonds d'actions privées qui investissent principalement dans des marchés émergents affichant un potentiel dans le secteur de la transformation agricole. Au 30 juin 2005, la valeur comptable des placements de la société dans ces sociétés en commandite atteignait 258 millions de dollars US. La société a de futurs engagements de placement de 166 millions de dollars US dans ces sociétés en commandite et prévoit que la majorité de ces engagements de placement supplémentaires, s'ils sont exigés, seront financés par les flux de trésorerie de ces sociétés en commandite.

Par ailleurs, la société a conclu des accords de garantie de dette, notamment dans le cadre de participations comptabilisées à la valeur de consolidation, qui pourraient obliger la société à effectuer des paiements futurs en vertu d'engagements conditionnels. La responsabilité de la société en vertu de ces ententes ne survient que si l'entité principale manque à ses obligations contractuelles. Si la société doit effectuer des paiements en vertu de ces garanties, elle possède, dans la majorité de ces accords, un droit de sûreté sur l'actif sous-jacent de l'entité principale. Au 30 juin 2005, ces garanties de dette représentaient environ 422 millions de dollars US. Les emprunts en cours couverts par ces garanties étaient de 309 millions de dollars US au 30 juin 2005.

Conventions comptables critiques

La préparation des états financiers exige que la direction effectue des estimations et porte des jugements qui ont une incidence sur la valeur comptable de l'actif et du passif de la société ainsi que sur la comptabilisation de ses produits et de ses charges. Ces estimations et jugements sont basés sur l'historique de la société et sur la connaissance et la compréhension par la direction des circonstances et faits actuels. Certaines des conventions comptables de la société sont considérées comme critiques, car elles jouent un rôle prépondérant dans la présentation des états financiers de la société et elles sont le résultat de décisions significatives ou complexes de la part de la direction. La direction de la société a consulté le comité de vérification sur la question de l'évolution, de la sélection, de la publication et de l'application de ces conventions comptables critiques. Voici donc les conventions comptables que la direction juge critiques pour la présentation des états financiers de la société.

Stocks et instruments dérivés

Certains stocks de denrées agricoles commercialisables, contrats à terme d'achat et de vente à prix fixe et contrats à terme et options négociés en Bourse de la société sont évalués à leur valeur marchande estimée. Ces denrées agricoles commercialisables circulent librement, ont un cours coté en Bourse et peuvent être vendues sans transformation supplémentaire importante. La direction évalue la valeur marchande en se fondant sur les prix cotés en Bourse, ajustés en fonction des différences liées aux marchés locaux. Les fluctuations de la valeur marchande de ces

stocks et contrats sont comptabilisées dans l'état des résultats en tant que composantes du coût des produits vendus. Si la direction employait des méthodes ou des facteurs différents lors de l'évaluation de la valeur marchande, les montants comptabilisés des stocks et du coût des produits vendus peuvent varier. Par ailleurs, si les conditions du marché changent après la fin de l'exercice, les montants des stocks et du coût des produits vendus déclarés aux exercices futurs peuvent varier.

La société négocie de temps en temps des contrats d'instruments dérivés servant à établir le prix d'achat des volumes prévus de marchandises qui seront achetées et transformées au cours d'un mois ultérieur et à fixer le prix d'achat des besoins en gaz naturel prévus par la société pour certaines installations de production. La société a également recours à des contrats dérivés servant à fixer le prix de vente des volumes prévus d'éthanol. Ces contrats d'instruments dérivés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Les variations de la valeur marchande de ces contrats d'instruments dérivés ont toujours été, et devraient rester, très efficaces pour compenser les fluctuations de prix du produit faisant l'objet de la couverture. Les gains et les pertes découlant des opérations de couverture ouvertes et fermées sont reportés dans les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables, et comptabilisés dans l'état des résultats comme composante du coût des produits vendus quand les marchandises finies provenant des produits couverts sont vendues. S'il est établi que les instruments dérivés ne sont plus efficaces pour compenser les fluctuations de prix du produit faisant l'objet de la couverture, le changement de la valeur marchande de ces contrats à terme négociés en Bourse est comptabilisé dans l'état des résultats en tant que composante du coût des produits vendus.

Régimes d'avantages sociaux des employés

La société offre des prestations de retraite à la quasi-totalité de ses employés des États-Unis et aux employés de certaines filiales internationales. La société offre également à la quasi-totalité de ses employés salariés aux États-Unis des prestations complémentaires pour soins de santé et d'assurance-vie après le départ à la retraite. Afin de mesurer la charge et la situation de capitalisation de ces régimes d'avantages sociaux des employés, la direction effectue plusieurs estimations et pose plusieurs hypothèses, incluant les taux d'intérêt employés pour actualiser certains passifs, les taux de rendement des actifs mis en réserve pour financer ces régimes, les taux de croissance de la rémunération, les taux de rotation du personnel, les taux de mortalité anticipés et les coûts anticipés des soins de santé à venir. Ces estimations et jugements sont basés sur l'historique de la société et sur la connaissance et la compréhension par la direction des circonstances et faits actuels. La société fait appel à des experts indépendants afin d'aider la direction à mesurer la charge et la situation de capitalisation de ces régimes d'avantages sociaux des employés. Si la direction employait des estimations et des hypothèses différentes en ce qui concerne ces régimes, la situation de capitalisation de ces derniers pourrait varier considérablement, et la société pourrait alors comptabiliser des montants différents au cours des exercices futurs.

Impôts

La société doit fréquemment faire face à des contestations des autorités fiscales locales et étrangères concernant le montant des impôts à payer. Ces contestations comprennent des questions concernant le moment et le montant des déductions ainsi que la répartition des revenus entre diverses juridictions fiscales. En évaluant le risque associé aux diverses positions adoptées dans les déclarations fiscales, la société comptabilise une réserve en fonction des risques probables. Les actifs d'impôt reportés désignent des éléments qui seront utilisés comme déductions ou crédits d'impôt lors de remboursements d'impôts futurs, et les gains fiscaux afférents ont d'ores et déjà été comptabilisés dans l'état des résultats de la société. La réalisation de ces actifs d'impôts reportés s'inscrit dans les stratégies de planification fiscale de la société. Les provisions pour évaluation liées à ces actifs d'impôts reportés ont été établies dans la mesure où la réalisation du gain fiscal est improbable. En se fondant sur l'évaluation de la position fiscale de la société effectuée par la direction, la société estime que les montants associés à ces risques fiscaux sont convenablement comptabilisés. Si la société obtient gain de cause dans certains cas où les montants à payer ont été constatés ou qu'elle doit payer un montant supérieur à celui des réserves susmentionnées, le taux d'imposition effectif de la société peut varier au cours d'un exercice particulier.

Les bénéfices non répartis des filiales et des sociétés affiliées étrangères en participation de la société comptabilisés à la valeur de consolidation sont considérés comme définitivement réinvestis et, par conséquent, aucune provision pour impôts sur les bénéfices américains n'a été constituée. Si la société recevait une distribution d'une quelconque de ces filiales ou sociétés affiliées, ou détermine que les bénéfices non répartis de ces filiales et sociétés affiliées ne sont pas définitivement réinvestis, la société pourrait alors être redevable d'impôts aux États-Unis qui n'auraient pas fait l'objet d'une provision dans les états financiers consolidés.

Abandons et réductions de valeur d'actifs

La société se consacre principalement à la fourniture, au transport, à l'entreposage, à la transformation et à la commercialisation de denrées et produits agricoles. Ces activités commerciales sont de nature internationale et exigent des capitaux importants. La disponibilité des matières premières et la demande pour les produits finis de la société sont déterminées par des facteurs imprévisibles, comme les conditions météorologiques, les plantations, les politiques et programmes gouvernementaux (à l'échelle nationale et internationale) en matière d'agriculture, les changements démographiques et l'évolution des niveaux de vie, et la production mondiale de cultures similaires et concurrentielles. Par conséquent, les facteurs imprévisibles susmentionnés peuvent modifier la dynamique de l'offre et de la demande des produits finis et des matières premières de la société. Toute modification de ce type peut obliger la direction à réévaluer l'efficacité et la rentabilité des immobilisations de la société en termes de situation géographique, de taille et d'âge de ses usines. De temps à autre, la société effectuera également des investissements en équipement et en technologie liés à de nouveaux produits à valeur ajoutée fabriqués à partir de denrées agricoles et de produits connexes. Ces nouveaux produits ne génèrent pas toujours des résultats positifs en termes de production commerciale ou de perspective de marketing. La direction évalue les immobilisations corporelles de la société pour déterminer s'il y a eu une baisse de valeur chaque fois que des indicateurs le laissent entendre. Les actifs sont abandonnés après que l'on ait examiné la possibilité de les utiliser à leur fin prévue, de les employer à d'autres fins ou de les vendre pour en récupérer la valeur comptable. Si la direction employait des évaluations et des hypothèses différentes en ce qui concerne ces immobilisations, la société pourrait comptabiliser des montants de charges différents au cours des exercices futurs.

Évaluation des titres négociables et des placements dans les sociétés affiliées

La société classe la majeure partie de ses titres négociables comme étant destinés à la vente et les évalue à leur juste valeur marchande. Les placements dans les sociétés affiliées sont comptabilisés au coût majoré de la participation dans les bénéfices non répartis. Pour les titres cotés en Bourse, la juste valeur des placements de la société peut être directement obtenue sur la base des cours du marché. En ce qui concerne les titres non cotés, l'évaluation de la direction de la juste valeur se fonde sur des méthodes d'évaluation comprenant les flux de trésorerie actualisés et les estimations de la valeur de réalisation. Si la juste valeur d'un placement devait se replier en deçà de la valeur comptable, la direction pourrait être amenée à déterminer si ce repli est un phénomène provisoire ou pas. En évaluant la nature de ce recul de la juste valeur d'un placement, la direction évalue les conditions du marché, les tendances des résultats, les flux de trésorerie actualisés, les volumes de transactions et d'autres mesures importantes de ces placements ainsi que la capacité de la société à conserver le placement et l'intention dont elle fait preuve à cet égard. Lorsqu'une baisse de valeur est jugée ne pas être un phénomène temporaire, une perte de valeur est comptabilisée dans les résultats d'exploitation de l'exercice achevé en fonction du montant de la baisse. Veuillez consulter les notes 2 et 4 afférentes aux états financiers consolidés de la société pour plus d'information concernant les titres négociables de la société et ses placements dans des sociétés affiliées. Si la direction employait des évaluations et des hypothèses différentes pour l'évaluation de ces titres négociables, la société pourrait comptabiliser des montants de charges différents au cours des exercices futurs.

La société est un associé commanditaire dans plusieurs fonds d'actions privés qui investissent principalement sur les marchés émergents offrant un potentiel dans le secteur de la transformation agricole. La société comptabilise ces sociétés en commandite selon la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation. Par conséquent, la société comptabilise dans l'état consolidé des résultats sa quote-part du bénéfice net ou de la perte nette de ces sociétés en commandite. Les sociétés en commandite évaluent leurs placements à leur juste valeur. Ainsi, les gains ou pertes latents relatifs aux fluctuations de la juste valeur de ces placements sont comptabilisés dans les comptes de résultats des sociétés en commandite. L'évaluation de ces placements, comme l'a établie le commandité, peut être subjective, et cette valeur peut varier considérablement en un laps de temps très court. Les facteurs pouvant influencer la subjectivité et la volatilité de ces évaluations comprennent le risque d'illiquidité et les positions minoritaires liés à ces placements, les fluctuations des taux de change, les bourses de valeurs mobilières moins bien réglementées ainsi que les restrictions et risques commerciaux inhérents aux marchés des pays émergents. La société comptabilise les résultats de ces sociétés en commandite en se basant sur les renseignements qui lui sont fournis par le commandité. En raison de la subjectivité, et de la volatilité de l'évaluation de ces placements, leur juste valeur et, par conséquent, les résultats de la société peuvent varier considérablement au cours des exercices futurs.

INSTRUMENTS ET POSITIONS SENSIBLES AUX RISQUES DU MARCHÉ

Le risque du marché inhérent aux instruments et aux positions sensibles de la société correspond à la perte éventuelle découlant de la détérioration des prix des contrats à terme sur marchandises, des prix des titres de participation négociables, du cours des placements dans des sociétés en commandite, des taux de change et des taux d'intérêt décrits ci-après.

Denrées

La disponibilité et le prix des denrées agricoles sont soumis à de grandes fluctuations en raison de facteurs imprévisibles, comme les conditions météorologiques, les plantations, les politiques et programmes gouvernementaux (à l'échelle nationale et internationale) en matière d'agriculture, les changements de la demande mondiale résultant de la croissance démographique et de l'évolution des niveaux de vie, et la production mondiale de cultures similaires et concurrentielles. Pour réduire le risque de prix résultant des fluctuations du marché, la société a généralement pour politique d'utiliser des contrats à terme et options négociés en Bourse pour minimiser la position nette de ses stocks de denrées agricoles commercialisables et des contrats à terme de vente et d'achat au comptant. La société aura également recours à des contrats à terme négociés en Bourse et à des contrats d'options dans le cadre de ses stratégies de commercialisation afin d'améliorer ses marges. Les résultats de ces stratégies peuvent être fortement influencés par des facteurs, tels que la volatilité du rapport entre la valeur des contrats à terme sur marchandises négociés en Bourse et les prix au comptant des denrées sous-jacentes, la défaillance des contrepartistes et la volatilité des marchés de fret. Par ailleurs, la société négocie de temps en temps des contrats de produits dérivés servant de couvertures à des volumes spécifiques de denrées qui seront achetées et transformées ou vendues au cours d'un mois ultérieur. Les variations de la valeur marchande de ces contrats à terme normalisés ont toujours été, et devraient continuer de se montrer très efficaces pour compenser les fluctuations du prix du produit faisant l'objet de la couverture. Les gains et les pertes découlant des opérations de couverture ouvertes et fermées sont reportés dans les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables, et comptabilisés comme composante du coût des produits vendus dans le compte de résultat quand le produit faisant l'objet de la couverture est constaté.

La société a préparé une analyse de sensibilité pour évaluer son exposition au risque de marché de la position nette quotidienne de ses denrées. La position nette quotidienne des denrées de la société comprend les stocks, les contrats connexes d'achat et de vente, et les contrats à terme négociés en Bourse, y compris ceux qu'elle utilise pour couvrir des portions de ses besoins de production. La juste valeur de cette position correspond à la somme des justes valeurs calculées pour chaque denrée en évaluant chaque position nette au cours du marché à terme. Le risque du marché est évalué comme étant la perte éventuelle de juste valeur résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des cours. Les résultats réels peuvent différer.

	2005		2004	
	Juste valeur	Risque du marché	Juste valeur	Risque du marché
	(en millions de dollars US)			
Position acheteur la plus élevée	**226 $**	**23 $**	754 $	75 $
Position vendeur la plus élevée	**944**	**94**	506	51
Position acheteur (vendeur) moyenne	**(300)**	**(30)**	31	3

Le recul de la juste valeur de la position moyenne pour 2005 par rapport à 2004 était principalement attribuable à la baisse de la position nette quotidienne des denrées.

Titres de participation négociables

Les titres de participation négociables, qui sont inscrits à la juste valeur, sont exposés au risque de prix. La juste valeur des titres de participation négociables est fondée sur les cours du marché. Le risque est évalué comme étant la perte éventuelle de juste valeur résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des cours du marché. Les résultats réels peuvent différer.

	2005	2004
	(en millions de dollars US)	
Juste valeur	**664 $**	773 $
Risque de marché	**66**	77

La diminution de la juste valeur en 2005 par rapport à 2004 a été principalement attribuable à la cession de titres, une diminution partiellement compensée par l'augmentation de la juste valeur des titres.

Sociétés en commandite

La société est un commanditaire dans plusieurs fonds d'actions privés qui investissent principalement dans des marchés émergents offrant des possibilités dans le secteur de la transformation agricole. La société comptabilise ces sociétés en commandite en utilisant la méthode à la valeur de consolidation. Par conséquent, la société comptabilise à l'état consolidé des résultats sa part proportionnelle du bénéfice net ou de la perte nette de ces sociétés en commandite. Les sociétés en commandite évaluent leurs investissements à leur juste valeur. Le risque est évalué comme étant la perte éventuelle de juste valeur résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des cours des placements dans des sociétés en commandite. Les résultats réels peuvent différer.

	2005	2004
	(en millions de dollars US)	
Juste valeur des placements dans des sociétés en commandite	**290 $**	447 $
Risque de marché	**29**	45

La réduction de la juste valeur en 2005 par rapport à 2004 a été principalement attribuable à des remboursements de capital, une réduction partiellement compensée par une hausse de la juste valeur de marché des placements des sociétés en commandite.

Devises

Afin de réduire les risques de fluctuation des taux de change, la société a pour politique de couvrir la quasi-totalité des opérations, à l'exception des montants investis définitivement décrits ci-dessous, libellées dans une devise autre que les monnaies d'exploitation applicables à chacune de ses diverses entités. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats à terme facilement négociables en Bourse et des contrats à terme conclus avec les banques. Les variations de la valeur marchande de ces contrats ont un rapport direct avec celles du cours de la devise des opérations de couverture connexes. La perte éventuelle de juste valeur de la position nette des devises, résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des taux de change sur les devises, est négligeable.

Le montant que la société considère comme définitivement investi dans les filiales et les sociétés affiliées étrangères – converti en dollars US au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice – se chiffrait à 4,0 milliards de dollars US au 30 juin 2005 et à 3,6 milliards de dollars US au 30 juin 2004. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une augmentation des bénéfices non répartis des filiales et des sociétés affiliées étrangères. La perte éventuelle de juste valeur, résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des taux de change, se chiffre à 397 millions et 361 millions de dollars US respectivement pour 2005 et 2004. Les résultats réels peuvent différer.

Intérêts

La juste valeur de la dette à long terme de la société est évaluée ci-dessous en fonction des cours du marché, s'il y a lieu, et des flux de trésorerie futurs actualisés en fonction des taux d'emprunt différentiel actuels de la société pour des structures d'emprunt similaires. Cette juste valeur a dépassé la valeur comptable de la dette à long terme. Le risque de marché est évalué comme étant la hausse éventuelle de juste valeur résultant d'une détérioration hypothétique de un demi pour cent des taux d'intérêt. Les résultats réels peuvent différer.

	2005	2004
	(en millions de dollars US)	
Juste valeur de la dette à long terme	**4 309 $**	4 237 $
Excédent de la juste valeur sur la valeur comptable	**779**	497
Risque de marché	**229**	203

L'augmentation de la juste valeur pour l'exercice achevé a été principalement attribuable à une réduction des taux d'intérêt sur les marchés.

SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Activité de l'entreprise

La société se consacre principalement à la fourniture, au transport, à l'entreposage, à la transformation et à la commercialisation des denrées et produits de l'agriculture.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés au 30 juin 2005 et pour les trois exercices terminés à cette date comprennent les comptes de la société et de ses filiales à participation majoritaire. Les placements dans les sociétés affiliées sont comptabilisés au coût majoré de la participation dans les bénéfices non répartis depuis l'acquisition. Tous les comptes et opérations internes importants ont été éliminés.

La société évalue ses placements dans des entreprises non contrôlées selon l'interprétation no 46 (FIN 46) : *Consolidation of Variable Interest Entities, an Interpretation of Accounting Research Bulletin No. 51* (FIN 46) du Financial Accounting Standards Board (le «FASB», Comité de normalisation des pratiques de comptabilité financière). Une entité à détenteurs de droits variables (EDDV) est une société anonyme, une société en commandite, un trust ou toute autre structure juridique utilisée à des fins commerciales qui ne dispose pas d'actionnaires jouissant de droits de vote ou dont les actionnaires ne fournissent pas de ressources financières suffisantes pour soutenir l'activité de l'EDDV. La FIN 46 exige qu'une EDDV soit consolidée par une société si cette dernière est son principal bénéficiaire. Le principal bénéficiaire d'une EDDV est une entité supportant la plus grande partie du risque de perte découlant des activités de l'EDDV, en droit de recevoir la majeure partie du rendement résiduel de l'entité, ou encore répondant à ces deux critères à la fois. La société a adopté les dispositions de la FIN 46, telle qu'elle a été révisée, le 31 mars 2004. Au 30 juin 2005, la société détenait 258 millions de dollars US de placements en fonds d'actions privés compris dans les placements dans des sociétés affiliées considérées comme des EDDV aux termes de la FIN 46. Le risque et le rendement résiduels de la société émanant de ces EDDV sont proportionnels à la participation de la société, et cette dernière n'est le principal bénéficiaire d'aucune d'entre elles.

Emploi d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus requiert que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Les résultats réels peuvent différer des estimations.

Quasi-espèces

La société considère comme des quasi-espèces tous les placements non distincts d'une liquidité élevée, assortis d'une échéance de trois mois ou moins au moment de l'achat.

Espèces et placements distincts

La société distingue certains soldes d'espèces et de placements assortis d'obligations réglementaires particulières, d'obligations de bourses de denrées et de contrats d'assurance. Ces soldes distincts représentent des dépôts reçus de clients négociant des instruments de denrées échangés en Bourse, des titres donnés en gage à des chambres de compensation de négociation de denrées ainsi que des espèces et des titres donnés en gage comme garantie dans le cadre de certains contrats d'assurance. Les espèces et placements distincts consistent principalement en espèces, en titres négociables du gouvernement américain et en fonds monétaires.

Débiteurs

La société comptabilise les créances d'exploitation à leur valeur nette de réalisation. Cette valeur comprend une provision suffisante pour les créances jugées irrécouvrables, 44 millions de dollars US au 30 juin 2005, afin de refléter toute perte anticipée sur les soldes de créances d'exploitation. La société calcule cette provision sur la base de son historique de radiations, du niveau des créances en souffrance et de sa relation avec ses clients ainsi que de la santé économique de ces derniers.

Le risque de crédit sur les créances d'exploitation est minimisé par la taille et la nature diversifiée de la clientèle de la société à travers le monde. La société contrôle son exposition au risque de crédit par des procédures d'approbation, de limite et de surveillance du crédit. Les créances d'exploitation de la société n'ont généralement pas à être garanties.

Stocks

Les stocks de certaines marchandises agricoles commercialisables, y compris les montants acquis en vertu de contrats de fixation différée du prix, sont inscrits à leur valeur marchande. La société évalue aussi certains stocks au moindre du coût, établi selon la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS) ou la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS), et de la valeur marchande.

Titres négociables

La société classe tous ses titres négociables comme étant destinés à la vente, sauf certains titres déterminés qui sont classés comme titres détenus à des fins de négociation. Les titres destinés à la vente sont inscrits à la juste valeur, et les gains latents et les pertes latentes, déduction faite des impôts sur les bénéfices, sont comptabilisés comme une composante des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue). Les gains latents et les pertes latentes liés aux opérations sur les titres détenus à des fins de négociation sont inclus dans le résultat sur une base courante. La société utilise la méthode du coût d'achat réel quand les titres sont vendus ou reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) au résultat.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût, et les charges de réparation et d'entretien sont comptabilisées dès que les frais sont engagés. La société emploie généralement la méthode de l'amortissement linéaire aux fins de présentation de l'information financière et emploie généralement des méthodes accélérées pour l'impôt sur les bénéfices. Les provisions annuelles pour amortissement ont été principalement calculées selon les durées de vie des actifs suivantes : bâtiments – 10 à 50 ans; équipement et outillage – 3 à 30 ans.

Abandons et réductions de valeur d'actifs

La société a imputé des charges de 42 millions, de 51 millions et de 13 millions de dollars US au coût des produits vendus en 2005, 2004 et 2003 respectivement, essentiellement relatives aux abandons et réductions de valeur de certains actifs à long terme. La décision d'abandonner ces actifs, pour la plupart inemployés, a été prise après que l'on ait déterminé s'il était possible de les utiliser aux fins prévues, de les employer à d'autres fins, ou encore de les vendre pour en récupérer la valeur comptable. Après la réduction, la valeur résiduelle de ces actifs est négligeable.

Chiffre d'affaires net

La société a pour politique de comptabiliser les ventes au moment de l'expédition des produits et lorsque tous les éléments suivants sont présents : un contrat de vente est en place, le prix est fixé ou déterminable et le paiement est raisonnablement assuré. Les frais de transport et de manutention relatifs aux ventes sont considérés comme des composantes du coût des produits vendus. Le chiffre d'affaires net avec des affiliées non consolidées durant l'exercice terminé le 30 juin 2005 s'est élevé à 2,9 milliards de dollars US.

Données par action

Le bénéfice net par action ordinaire est déterminé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Lors du calcul du bénéfice par action dilué, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est majoré par les options sur actions ordinaires en circulation assorties de prix d'exercice inférieurs au prix moyen du marché des actions ordinaires au cours de chacun des exercices. En 2005, 2004 et 2003, les moyennes diluées d'actions en circulation incluaient 1,9 million, 2,1 millions et 0,8 million d'actions différentielles reliées aux options sur actions ordinaires en circulation respectivement. Le nombre d'options sur actions ordinaires en circulation exclues du calcul du bénéfice dilué par action est négligeable.

Nouvelles normes comptables

En décembre 2004, le FASB a publié le Statement of Financial Accounting Standards (SFAS) no 123 (révisée en 2004), *Share-Based Payment*, qui est une révision du SFAS no 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, et modifie le SFAS no 95, *Statement of Cash Flows*. Le SFAS numéro 123(R) exige que tous les paiements à base d'actions aux employés, y compris les attributions d'options sur actions pour les employés, soient comptabilisés dans les états financiers selon leur juste valeur. En date du 1er juillet 2004, la société a adopté les dispositions relatives à la comptabilité à la juste valeur du SFAS no 123. L'adoption du SFAS numéro 123(R) le 1er juillet 2005 n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers de la société.

En mars 2005, le FASB a publié l'interprétation no 47, *Accounting for Conditional Asset Retirement Obligations, an Interpretation of FASB Statement No. 143* (FIN 47). La FIN 47 précise que le terme obligation conditionnelle liée à la mise hors service utilisé dans le SFAS no 143, *Accounting for Asset Retirement Obligations*, désigne l'obligation juridique de procéder à une cession selon un échéancier ou une méthode de règlement qui sont conditionnels à un événement futur dont l'entité peut décider ou non. Cependant, l'obligation de procéder à la cession n'est pas conditionnelle même s'il y a une incertitude quant à l'échéancier et/ou à la méthode de règlement. La FIN 47 précise dans quel cas une entité aurait suffisamment d'information pour estimer raisonnablement la juste valeur d'une obligation de cession d'immobilisations. La société est tenue d'adopter la FIN 47 le 1er juillet 2005 et n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers de la société.

Rémunération à base d'actions

En date du 1er juillet 2004, la société a adopté les dispositions de la comptabilité à la juste valeur du SFAS no 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, pour la rémunération à base d'actions des employés. Avant le 1er juillet 2004, la société comptabilisait les rémunérations à base d'actions en conformité avec les provisions de mesure et de comptabilisation de l'Accounting Principles Board Opinion no 25 (APB 25), *Accounting for Stock Issued to Employees*, et les interprétations connexes. Selon la méthode prospective modifiée choisie par la société d'après les règles du SFAS no 148 (SFAS 148), *Accounting for Stock-Based Compensation – Transition and Disclosure*, le coût de la rémunération à base d'actions des employés comptabilisé en 2005 est le même que celui qui aurait été comptabilisé si les dispositions de la comptabilité à la juste valeur du SFAS no 123 avaient été appliquées à toutes les options attribuées après le 1er juillet 1995. L'effet de l'adoption du SFAS no 123 a été négligeable.

Le tableau ci-dessous résume l'effet qu'aurait eu sur le bénéfice net et le bénéfice par action l'application de la méthode de la juste valeur sur toutes les attributions et les options sur actions des employés en cours et non acquises pour chaque exercice.

	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US, sauf les montants par action)		
Bénéfice net, comme établi	**1 044 385 $**	494 710 $	451 145 $
Plus : charge de rémunération à base d'actions inscrite dans le bénéfice net, déduction faite des impôts connexes	**18 101**	4 566	2 706
Moins : charge de rémunération à base d'actions déterminée selon la méthode de la juste valeur, déduction faite des impôts connexes	**18 101**	8 748	8 125
Bénéfice net pro forma	**1 044 385 $**	490 528 $	445 726 $
Bénéfice de base par action ordinaire :			
Comme établi	**1,60 $**	0,76 $	0,70 $
Pro forma	**1,60 $**	0,76 $	0,69 $
Bénéfice dilué par action ordinaire :			
Comme établi	**1,59 $**	0,76 $	0,70 $
Pro forma	**1,59 $**	0,75 $	0,69 $

La juste valeur de chaque attribution d'options est estimée à la date d'attribution d'après le modèle d'évaluation des options uniques de Black et Scholes. Les hypothèses utilisées dans le modèle d'évaluation des options uniques de Black et Scholes sont les suivantes :

	2005	2004	2003
Taux de rendement des actions	**2 %**	2 %	2 %
Taux d'intérêt sans risque	**4 %**	4 %	4 %
Volatilité de l'action	**27 %**	28 %	30 %
Durée moyenne prévue (en années)	**9**	9	6

Reclassements

Certains éléments des états financiers des exercices précédents ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice achevé.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

	Exercices terminés les 30 juin		
	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US, sauf les montants par action)		
Ventes nettes et autres produits d'exploitation	**35 943 810 $**	36 151 394 $	30 708 033 $
Coût des produits vendus	**33 512 471**	34 003 070	28 980 895
Marge bénéficiaire brute	**2 431 339**	2 148 324	1 727 138
Charges de vente et charges générales et administratives	**1 080 811**	1 401 833	947 694
Autres charges (produits) – montant net	**(165 847)**	28 480	148 471
Résultat avant impôts sur les bénéfices	**1 516 375**	718 011	630 973
Impôts	**471 990**	223 301	179 828
Bénéfice net	**1 044 385 $**	494 710 $	451 145 $
Bénéfice de base par action ordinaire	**1,60 $**	0,76 $	0,70 $
Bénéfice dilué par action ordinaire	**1,59 $**	0,76 $	0,70 $
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	**654 242**	647 698	646 086
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	**656 123**	649 810	646 863

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIFS	Aux 30 juin 2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	**522 420 $**	540 207 $
Espèces et placements distincts	**908 001**	871 439
Débiteurs	**4 102 263**	4 040 759
Stocks	**3 906 698**	4 591 648
Autres actifs	**271 319**	294 943
Total de l'actif à court terme	**9 710 701**	10 338 996
Placements et autres actifs		
Placements dans des sociétés affiliées et avances à celles-ci	**1 879 501**	1 832 619
Titres négociables à long terme	**1 049 952**	1 161 388
Écart d'acquisition	**325 167**	337 474
Autres actifs	**448 404**	443 606
	3 703 024	3 775 087
Immobilisations corporelles		
Terrains	**209 130**	190 136
Bâtiments	**2 660 267**	2 568 472
Équipement et outillage	**10 962 390**	10 658 282
Construction en cours	**298 963**	263 332
	14 130 750	13 680 222
Provision pour amortissement	**(8 946 370)**	(8 425 484)
	5 184 380	5 254 738
	18 598 105 $	19 368 821 $

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	Aux 30 juin 2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Passif à court terme		
Dette à court terme	**425 808 $**	1 770 512 $
Créditeurs	**3 399 352**	3 238 230
Charges à payer	**1 318 766**	1 580 700
Tranche à court terme de la dette à long terme	**222 938**	160 795
Total du passif à court terme	**5 366 864**	6 750 237
Passif à long terme		
Dette à long terme	**3 530 140**	3 739 875
Impôts sur les bénéfices reportés	**779 427**	653 834
Divers	**488 202**	526 659
	4 797 769	4 920 368
Capitaux propres		
Actions ordinaires	**5 385 840**	5 431 510
Bénéfices réinvestis	**3 011 015**	2 183 751
Cumul des autres éléments du résultat étendu	**36 617**	82 955
	8 433 472	7 698 216
	18 598 105 $	19 368 821 $

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	Exercices terminés les 30 juin		
	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US)		
Activités d'exploitation			
Résultat net	**1 044 385 $**	494 710 $	451 145 $
Ajustements de rapprochement du résultat net et des liquidités nettes provenant de l'exploitation			
Amortissement	**664 652**	685 613	643 615
Abandons d'actifs	**41 548**	50 576	13 221
Impôts sur les bénéfices reportés	**241 671**	(67 505)	105 086
(Gain) perte sur les opérations sur titres négociables	**(113 299)**	(23 968)	363
Quote-part des (bénéfices) pertes des sociétés affiliées, déduction faite des dividendes	**(91 280)**	(84 930)	(14 138)
Actions cotisées aux régimes d'avantages sociaux des employés	**23 840**	23 281	23 591
Divers – montant net	**42 732**	(59 138)	130 427
Variations des actifs et passifs d'exploitation			
Espèces et placements distincts	**(37 319)**	(316 423)	(134 434)
Débiteurs	**(216 967)**	(378 501)	(112 460)
Stocks	**825 486**	(950 792)	(200 392)
Autres actifs	**(35 056)**	(6 724)	(39 061)
Créditeurs et charges à payer	**(264 214)**	667 140	202 213
Total des activités d'exploitation	**2 126 179**	33 339	1 069 176
Activités d'investissement			
Achats d'immobilisations corporelles	**(623 819)**	(509 237)	(435 952)
Produit de cessions d'immobilisations corporelles	**43 611**	57 226	40 061
Actif net des entreprises acquises	**(24 238)**	(93 022)	(526 970)
Placements dans des sociétés affiliées et avances à celles-ci	**(112 018)**	(112 984)	(130 096)
Distributions reçues des sociétés affiliées, sauf les dividendes	**157 824**	122 778	40 113
Achats de titres négociables	**(1 433 412)**	(857 786)	(328 852)
Produit des ventes de titres négociables	**1 674 180**	786 492	271 340
Divers – montant net	**16 364**	32 098	11 258
Total des activités d'investissement	**(301 508)**	(574 435)	(1 059 098)
Activités de financement			
Emprunts sur la dette à long terme	**18 547**	4 366	517 222
Remboursements de la dette à long terme	**(185 913)**	(32 381)	(315 319)
Emprunts (remboursements) nets en vertu des accords de lignes de crédit	**(1 357 456)**	483 764	281 669
Rachats d'actions	**(139 112)**	(4 113)	(101 212)
Dividendes en espèces	**(209 425)**	(174 109)	(155 565)
Produit de l'exercice d'options sur actions	**30 901**	38 817	1 971
Total des activités de financement	**(1 842 458)**	316 344	228 766
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	**(17 787)**	(224 752)	238 844
Espèces et quasi-espèces – en début d'exercice	**540 207**	764 959	526 115
Espèces et quasi-espèces – en fin d'exercice	**522 420 $**	540 207 $	764 959 $

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Actions ordinaires		Bénéfices	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total des capitaux
	Actions	Montant	réinvestis	(de la perte étendue)	propres
		(en milliers de dollars US)			
Solde au 30 juin 2002	649 993	5 436 151 $	1 567 570 $	(248 900) $	6 754 821 $
Résultat étendu					
Résultat net			451 145		
Autres éléments du résultat étendu				81 942	
Total du résultat étendu					533 087
Dividendes en espèces versés – 0,24 $ US par action			(155 565)		(155 565)
Rachats d'actions	(8 410)	(101 212)			(101 212)
Divers	3 272	38 066			38 066
Solde au 30 juin 2003	644 855	5 373 005	1 863 150	(166 958)	7 069 197
Résultat étendu					
Résultat net			494 710		
Autres éléments du résultat étendu				249 913	
Total du résultat étendu					744 623
Dividendes en espèces versés – 0,27 $ US par action			(174 109)		(174 109)
Rachats d'actions	(309)	(4 113)			(4 113)
Divers	6 202	62 618			62 618
Solde au 30 juin 2004	650 748	5 431 510	2 183 751	82 955	7 698 216
Résultat étendu					
Résultat net			**1 044 385**		
Autres éléments du résultat étendu (perte)				**(46 338)**	
Total du résultat étendu					**998 047**
Dividendes en espèces versés – 0,32 $ US par action			**(209 425)**		**(209 425)**
Rachats d'actions	**(7 095)**	**(139 112)**			**(139 112)**
Divers	**6 746**	**93 442**	**(7 696)**		**85 746**
Solde au 30 juin 2005	**650 399**	**5 385 840 $**	**3 011 015 $**	**36 617 $**	**8 433 472 $**

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1 – Acquisitions

Les acquisitions réalisées en 2005, 2004 et 2003 ont été comptabilisées comme des achats conformément au SFAS nº 141, *Business Combinations*. Par conséquent, les actifs corporels et les passifs ont fait l'objet d'un ajustement pour refléter leur juste valeur, le reste du prix d'achat, le cas échéant, ayant été enregistré comme écart d'acquisition. Les actifs incorporels identifiables achetés dans le cadre de ces acquisitions étaient négligeables.

Acquisitions de 2005

En 2005, la société a acquis cinq entreprises pour un montant total de 24 millions de dollars US. La société n'a comptabilisé aucun écart d'acquisition lié à ces acquisitions.

Acquisitions de 2004

En 2004, la société a acquis cinq entreprises pour un montant total de 94 millions de dollars US. La société n'a comptabilisé aucun écart d'acquisition lié à ces acquisitions.

Acquisitions de 2003

Le 6 septembre 2002, la société a acquis la totalité des actions de catégorie A en circulation de Minnesota Corn Processors, LLC («MCP»), entreprise d'extraction d'amidon de maïs par voie humide dans le Minnesota et le Nebraska pour une somme de 382 millions de dollars US et a pris en charge 233 millions de dollars US de la dette à long terme de MCP. Avant le 6 septembre 2002, la société détenait des actions de catégorie B sans droit de vote qui formaient les 30 % restants du capital en circulation de MCP. Les résultats d'exploitation de MCP sont consolidés dans le résultat net de la société depuis le 6 septembre 2002. Avant cette date, la société comptabilisait sa participation dans MCP selon la mise en équivalence.

Le 24 février 2003, la société a acheté six minoteries de blé situées au Royaume-Uni à Associated British Foods plc («ABF»). La société a acquis les actifs et les stocks des minoteries d'ABF pour une somme au comptant d'environ 96 millions de dollars US et n'a pris en charge aucune dette dans le cadre de cette acquisition. Le bénéfice d'exploitation des minoteries d'ABF est consolidé dans le résultat net de la société depuis le 24 février 2003.

En février 2003, la société a lancé une offre d'achat sur les actions en circulation de Pura plc («Pura»), une société du Royaume-Uni qui produit et commercialise de l'huile alimentaire. Avant cette offre, la société détenait 28 % du capital en circulation de Pura et a payé 58 millions de dollars US pour l'acquisition des actions restantes en circulation. Les résultats d'exploitation de Pura sont consolidés sous le résultat net de la société à partir du 7 avril 2003. Avant le 7 avril 2003, la société comptabilisait sa participation dans Pura selon la mise en équivalence.

La société a comptabilisé un écart d'acquisition de 120 millions de dollars US à la suite des acquisitions de 2003.

Note 2 – Titres négociables et quasi-espèces

	Coût	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur
2005		*(en milliers de dollars US)*		
Obligations du gouvernement des États-Unis				
Échéance à moins d'un an	**203 157 $**	**226 $**	**(229) $**	**203 154 $**
Échéance entre 5 et 10 ans	**49 355**	**—**	**(66)**	**49 289**
Autres titres de créance				
Échéance à moins d'un an	**168 568**	**—**	**(212)**	**168 356**
Échéance entre 1 an et 5 ans	**41 000**	**—**	**(209)**	**40 791**
Échéance entre 5 et 10 ans	**75 000**	**—**	**(526)**	**74 474**
Échéance à plus de 10 ans	**225 331**	**—**	**(3 885)**	**221 446**
Titres de participation				
Disponibles à la vente	**304 430**	**344 700**	**(1 769)**	**647 361**
Détenus à des fins de transaction	**16 591**	**—**	**—**	**16 591**
	1 083 432 $	**344 926 $**	**(6 896) $**	**1 421 462 $**

	Coût	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur
2004		*(en milliers de dollars US)*		
Obligations du gouvernement des États-Unis				
Échéance à moins d'un an	180 472 $	104 $	(135) $	180 441 $
Autres titres de créance				
Échéance à moins d'un an	137 127	2	(125)	137 004
Échéance entre 5 et 10 ans	90 000	—	(2 796)	87 204
Échéance à plus de 10 ans	306 231	—	(4 656)	301 575
Titres de participation				
Disponibles à la vente	435 668	326 043	(2 031)	759 680
Détenus à des fins de transaction	12 929	—	—	12 929
	1 162 427 $	326 149 $	(9 743) $	1 478 833 $

Des pertes latentes de 7 millions de dollars US au 30 juin 2005, des pertes latentes de 4 millions de dollars US sont survenues au cours des 12 derniers mois et les pertes latentes résiduelles de 3 millions de dollars US sont survenues au cours des 24 derniers mois.

Note 3 – Stocks et produits dérivés

Pour réduire le risque de prix résultant des fluctuations du marché, la société a généralement pour politique d'utiliser des contrats à terme et des contrats d'options standardisés pour minimiser sa position nette en stocks de denrées agricoles commercialisables, et des contrats à terme de vente et d'achat au comptant. La société aura également recours à des contrats à terme et à des contrats d'options standardisés dans le cadre de ses stratégies de commercialisation afin d'améliorer ses marges. Les résultats de ces stratégies peuvent être fortement influencés par des facteurs, tels que la volatilité du rapport entre la valeur des contrats à terme sur marchandises standardisés et les prix au comptant des denrées sous-jacentes, le défaut de la contrepartie et la volatilité des marchés de fret. Les stocks de certaines marchandises agricoles commercialisables, y compris les montants acquis en vertu de contrats de fixation différée du prix, sont inscrits à leur valeur marchande. Les contrats à terme et les contrats d'options standardisés ainsi que les contrats à terme de vente et d'achat au comptant de denrées agricoles commercialisables, autres que les contrats désignés comme couvertures à la juste valeur, sont évalués au prix du marché. Les variations de la valeur marchande des stocks de marchandises agricoles commercialisables, des contrats à terme de vente et d'achat au comptant et des contrats à terme standardisés sont immédiatement inscrites au résultat, ce qui donne un coût des produits vendus voisin du coût selon la méthode PEPS. Les gains latents sur les contrats à terme de vente et d'achat au comptant ainsi que sur les contrats à terme standardisés représentent la juste valeur de ces instruments et sont classés dans les débiteurs du bilan de la société. Les pertes latentes sur les contrats à terme de vente et d'achat au comptant ainsi que sur les contrats à terme standardisés représentent la juste valeur de ces instruments et sont classées dans les créditeurs du bilan de la société.

La société évalue aussi certains stocks au moindre du coût, établi soit selon la méthode DEPS ou la méthode PEPS, et de la valeur marchande.

	2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Stocks – DEPS		
Valeur – PEPS	**339 964 $**	560 442 $
Provision pour perte – DEPS	**(20 732)**	(134 607)
Valeur comptable des stocks – DEPS	**319 232**	425 835
Stocks – PEPS	**1 292 822**	1 366 755
Stocks – valeur marchande	**2 294 644**	2 799 058
	3 906 698 $	4 591 648 $

La société négocie de temps en temps des contrats à terme afin de fixer le prix d'achat des volumes de denrées qu'elle envisage d'acheter et de transformer au cours d'un mois ultérieur. La société utilise également des contrats à terme, des options et des swaps afin de fixer le prix d'achat des besoins en gaz naturel anticipés par la société pour certaines unités de production. De plus, certains des contrats de vente d'éthanol de la société sont indexés aux prix de l'essence sans plomb. La société utilise des contrats et des options à terme pour fixer le prix de vente des volumes prévus de ces ventes d'éthanol dans les mois à venir. Ces instruments dérivés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Les variations de la valeur marchande de ces contrats d'instruments dérivés ont toujours été, et devraient continuer de se montrer très efficaces pour compenser les fluctuations de prix du produit faisant l'objet de la couverture. Les montants représentant l'inefficacité de ces couvertures de flux de trésorerie sont négligeables. Les gains et pertes découlant des opérations de couverture ouvertes et fermées sont reportés dans les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables, et comptabilisés dans l'état des résultats comme composante du coût des produits vendus quand l'élément faisant l'objet de la couverture est constaté. Au 30 juin 2005, la société avait inscrit 6 millions de dollars US de gains après impôts sous le poste Autres éléments du résultat étendu (perte) liés aux gains et pertes des transactions de couverture du flux de trésorerie. La société prévoit comptabiliser 1 million de dollars US de ces gains après impôts dans l'état des résultats de l'exercice financier 2006 et les 5 millions de dollars US restants des gains après impôts devraient être comptabilisés dans celui des deux premiers trimestres de l'exercice 2007.

Note 4 – Placements dans des sociétés affiliées et avances à celles-ci

La société possède des participations dans plusieurs sociétés affiliées non contrôlées, comptabilisées selon la mise en équivalence. Aux 30 juin 2005 et 2004, la société comptait respectivement 83 et 85 sociétés affiliées non consolidées, situées en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique, en Europe et en Asie. Au cours de l'exercice 2005, la société a acquis des participations majoritaires dans trois sociétés affiliées précédemment non consolidées; elle a également effectué des placements initiaux dans sept sociétés affiliées non consolidées et liquidé ses investissements dans six sociétés affiliées. Le tableau ci-dessous résume les bilans combinés et les états des résultats combinés des sociétés affiliées non consolidées de la société aux 30 juin 2005, 2004 et 2003 et pour chaque exercice terminé à ces dates.

	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US)		
Actif à court terme	**6 240 670 $**	5 159 660 $	
Actif à long terme	**7 384 141**	8 305 256	
Passif à court terme	**4 746 450**	3 983 022	
Passif à long terme	**1 912 285**	1 939 453	
Participations minoritaires	**430 530**	369 991	
Actif net	**6 535 546 $**	7 172 450 $	
Chiffre d'affaires net	**20 214 914 $**	17 744 217 $	17 181 800 $
Marge bénéficiaire brute	**2 310 413**	1 991 947	2 037 875
Bénéfice net (perte nette)	**757 539**	819 201	(62 707)

Les bénéfices non répartis des sociétés affiliées non consolidées s'élevaient à 436 millions de dollars US au 30 juin 2005.

Deux sociétés affiliées étrangères, dont la valeur comptable pour la société est de 406 millions de dollars US, ont une valeur marchande de 384 millions de dollars US selon les prix du marché et les taux de change au 30 juin 2005.

Note 5 – Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

La société comptabilise ses écarts d'acquisition et autres actifs incorporels conformément au SFAS nº 142 (SFAS 142), *Goodwill and Other Intangible Assets*. Selon cette norme, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels réputés avoir une durée de vie indéfinie ont cessé d'être amortis pour être soumis à des tests de dépréciation annuels. Les autres actifs incorporels dont la durée de vie utile peut être déterminée seront amortis sur leur durée de vie utile respective.

Les soldes d'écarts d'acquisition associés aux entreprises consolidées et aux placements dans des sociétés affiliées, par secteur, sont présentés dans le tableau suivant.

	Entreprises consolidées	Placements dans des sociétés affiliées	Total
2005	*(en milliers de dollars US)*		
Transformation des graines oléagineuses	**12 279 $**	**9 141 $**	**21 420 $**
Transformation du maïs	**76 961**	**7 074**	**84 035**
Services agricoles	**6 771**	**8 670**	**15 441**
Divers	**137 151**	**67 120**	**204 271**
Total	**233 162 $**	**92 005 $**	**325 167 $**

	Entreprises consolidées	Placements dans des sociétés affiliées	Total
2004	*(en milliers de dollars US)*		
Transformation des graines oléagineuses	12 419 $	6 618 $	19 037 $
Transformation du maïs	76 961	7 074	84 035
Services agricoles	6 771	7 963	14 734
Divers	140 811	78 857	219 668
Total	236 962 $	100 512 $	337 474 $

Les variations d'écarts d'acquisition en 2005 sont principalement liées à la finalisation de la répartition des prix d'achat des acquisitions et aux écarts de change. Les autres actifs incorporels de la société sont négligeables.

Note 6 – Dettes et structures de financement

	2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Obligations non garanties, 5,935 %, d'une valeur nominale de 500 millions de dollars US, échéant en 2032	**493 491 $**	493 252 $
Obligations non garanties, 7,0 %, d'une valeur nominale de 400 millions de dollars US, échéant en 2031	**397 569**	397 475
Obligations non garanties, 7,5 %, d'une valeur nominale de 350 millions de dollars US, échéant en 2027	**348 076**	348 041
Obligations non garanties, 8,875 %, d'une valeur nominale de 300 millions de dollars US, échéant en 2011	**299 053**	298 933
Obligations non garanties, 8,125 %, d'une valeur nominale de 300 millions de dollars US, échéant en 2012	**298 827**	298 706
Obligations non garanties, 6,625 %, d'une valeur nominale de 300 millions de dollars US, échéant en 2029	**298 677**	298 655
Obligations non garanties, 8,375 %, d'une valeur nominale de 300 millions de dollars US, échéant en 2017	**295 568**	295 356
Obligations non garanties, 7,125 %, d'une valeur nominale de 250 millions de dollars US, échéant en 2013	**249 636**	249 601
Obligations non garanties, 6,95 %, d'une valeur nominale de 250 millions de dollars US, échéant en 2097	**246 270**	246 241
Obligations non garanties, 6,75 %, d'une valeur nominale de 200 millions de dollars US, échéant en 2027	**196 222**	196 107
Divers	**629 689**	778 303
Total de la dette à long terme	**3 753 078**	3 900 670
Tranches à court terme de la dette à long terme	**(222 938)**	(160 795)
	3 530 140 $	3 739 875 $

Au 30 juin 2005, la juste valeur de la dette à long terme de la société dépassait de 779 millions de dollars US la valeur comptable, comme elle est estimée en utilisant les cours du marché ou les flux de trésorerie futurs actualisés basés sur les taux d'emprunt différentiels actuels de la société pour des structures d'emprunt analogues.

Les tranches globales de la dette à long terme pour les cinq exercices après le 30 juin 2005 sont respectivement de 223 millions, 72 millions, 70 millions, 36 millions et 43 millions de dollars US.

Au 30 juin 2005, la société avait promis certaines immobilisations corporelles d'une valeur comptable de 504 millions de dollars US en gage pour certaines obligations de la dette à long terme.

Au 30 juin 2005, la société avait des lignes de crédit totalisant 3,5 milliards de dollars US, dont 3,1 milliards de dollars US étaient inutilisés. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur les emprunts à court terme en cours aux 30 juin 2005 et 2004 était respectivement à 3,75 % et 1,46 %.

Note 7 – Capitaux propres

La société a autorisé un milliard d'actions ordinaires et 500 000 actions privilégiées sans valeur nominale. Aucune action privilégiée n'a été émise. Aux 30 juin 2005 et 2004, la société comptait respectivement environ 21,5 et 21,2 millions d'actions autodétenues. Les actions autodétenues de 315 millions de dollars US au 30 juin 2005 et de 259 millions de dollars US au 30 juin 2004 sont inscrites au coût à titre de réduction des actions ordinaires.

Les régimes d'options sur actions permettent aux employés d'acheter des actions ordinaires de la société à la valeur marchande à la date d'attribution conformément au programme d'options sur actions de 1996, au programme de rémunération incitative de 1999 et au programme de rémunération incitative de 2002 de la société. Les options expirent de 5 à 10 ans après la date d'attribution, et les exigences relatives à l'acquisition des droits aux termes des programmes sont de 4 à 9 ans selon les modalités des options en question.

Les programmes de rémunération incitative de 1999 et de 2002 de la société prévoient l'attribution gratuite à certains dirigeants et employés clés. Les actions ainsi attribuées sont émises sous forme d'actions ordinaires et sont acquises au terme d'une période de restriction de trois ans. À l'émission d'options sur actions assorties de restrictions, une rémunération non gagnée égale au cours du marché des actions à la date de l'attribution est imputée aux capitaux propres et amortie au poste des charges de rémunération tout au long de la période d'acquisition. Au cours des exercices 2005, 2004 et 2003, 2,5 millions, 1,1 million et 1 million d'actions ordinaires ont été respectivement attribuées comme rémunération à base d'actions sans droit de vote.

Au 30 juin 2005, 0,4 million, 0,9 million et 17,6 millions d'actions étaient disponibles pour attribution future conformément aux programmes de 1996, de 1999 et de 2002 respectivement. Le tableau suivant présente la variation des régimes d'options sur actions au cours des exercices indiqués :

	2005		2004		2003	
	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré par action
	(en milliers de dollars US, sauf les montants par action)					
Options en cours – au début de l'exercice	**11 102**	**11,73 $**	14 463	11,54 $	10 581	11,62 $
Attribuées	**3 093**	**15,74**	1 446	13,65	4 439	11,30
Exercées	**(3 278)**	**10,79**	(3 931)	11,58	(228)	9,32
Annulées	**(394)**	**11,89**	(876)	12,41	(329)	12,75
Options en cours – à la fin de l'exercice	**10 523**	**13,19 $**	11 102	11,73 $	14 463	11,54 $
Options exerçables – à la fin de l'exercice	**2 307**	**11,72 $**	3 880	10,77 $	5 445	11,40 $

Au 30 juin 2005, la fourchette des prix d'exercice et la durée contractuelle restante moyenne pondérée des options en cours étaient respectivement de 8,33 $ US à 24,26 $ US et six ans. Au 30 juin 2005, la plupart des options exerçables et en cours avaient des prix d'exercice entre 11 et 16 $ US. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours des exercices 2005, 2004 et 2003 est respectivement de 5,41 $ US, 4,72 $ US et 3,20 $ US.

Note 8 – Cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue)

Le tableau ci-dessous présente les données relatives au cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) :

	Écart de change	Gain reporté (perte reportée) sur les activités de couverture	Ajustement de passif minimal au titre des régimes de retraite	Gain latent (perte latente) sur les placements	Cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue)
			(en milliers de dollars US)		
Solde au 30 juin 2002	(373 212) $	41 212 $	(24 716) $	107 816 $	(248 900) $
Gains latents (pertes latentes)	250 211	22 834	(188 080)	(34 513)	50 452
(Gains) pertes reclassé(e)s dans le résultat net		(66 391)		(7 892)	(74 283)
Incidence fiscale		16 519	71 333	17 921	105 773
Montant déduction faite des impôts et taxes	250 211	(27 038)	(116 747)	(24 484)	81 942
Solde au 30 juin 2003	(123 001)	14 174	(141 463)	83 332	(166 958)
Gains latents (pertes latentes)	97 044	14 292	19 227	250 876	381 439
(Gains) pertes reclassé(e)s dans le résultat net		(22 834)		(11 042)	(33 876)
Incidence fiscale		3 379	(9 330)	(91 699)	(97 650)
Montant déduction faite des impôts et taxes	97 044	(5 163)	9 897	148 135	249 913
Solde au 30 juin 2004	**(25 957)**	**9 011**	**(131 566)**	**231 467**	**82 955**
Gains latents (pertes latentes)	**8 528**	**9 677**	**(53 274)**	**33 655**	**(1 414)**
(Gains) pertes reclassé(e)s dans le résultat net		**(14 292)**		**(35 889)**	**(50 181)**
Incidence fiscale		**1 705**	**19 685**	**(16 133)**	**5 257**
Montant déduction faite des impôts et taxes	**8 528**	**(2 910)**	**(33 589)**	**(18 367)**	**(46 338)**
Solde au 30 juin 2005	**(17 429) $**	**6 101 $**	**(165 155) $**	**213 100 $**	**36 617 $**

Note 9 – Autres charges (produits) – montant net

	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US)		
Intérêts débiteurs	**326 580 $**	341 991 $	359 971 $
Revenus de placement	**(135 346)**	(116 352)	(121 887)
(Gains nets) pertes nettes sur opérations sur titres négociables	**(113 299)**	(23 968)	363
Quote-part des pertes (bénéfices) des sociétés affiliées non consolidées	**(228 865)**	(180 716)	(65 991)
Divers – montant net	**(14 917)**	7 525	(23 985)
	(165 847) $	28 480 $	148 471 $

Les intérêts débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts capitalisés de 11 millions, 7 millions et 4 millions de dollars US respectivement en 2005, 2004 et 2003.

La société a effectué des paiements d'intérêt de 326 millions, 361 millions et 345 millions de dollars US respectivement en 2005, 2004 et 2003.

Les gains réalisés sur la cession de titres négociables disponibles à la vente se sont élevés à 114 millions, 24 millions et 4 millions de dollars US respectivement en 2005, 2004 et 2003. Les pertes réalisées ont atteint 1 million et 4 millions de dollars US respectivement en 2005 et 2003.

Note 10 – Impôts sur les bénéfices

Aux fins de présentation de l'information financière, les résultats avant impôts sur les bénéfices comprennent les éléments suivants :

	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US)		
États-Unis	**977 966 $**	369 153 $	356 654 $
Étranger	**538 409**	348 858	274 319
	1 516 375 $	718 011 $	630 973 $

Principaux éléments des impôts sur les bénéfices :

	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US)		
Exigibles			
Impôt fédéral	**188 456 $**	159 450 $	13 653 $
Impôt d'État	**39 752**	19 770	1 229
Étranger	**2 111**	141 985	60 881
Reportés			
Impôt fédéral	**135 806**	(50 601)	92 518
Impôt d'État	**5 576**	(3 312)	9 125
Étranger	**100 289**	(43 991)	2 422
	471 990 $	223 301 $	179 828 $

Principaux éléments des passifs et actifs d'impôts reportés de la société :

	2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Passifs d'impôts reportés		
Amortissement	**674 927 $**	635 238 $
Amortissement de la prime d'émission des obligations	**22 760**	24 712
Gain latent sur les titres négociables	**137 025**	108 753
Quote-part des bénéfices des sociétés affiliées	**95 777**	93 363
Divers	**72 333**	131 248
	1 002 822	993 314
Actifs d'impôts reportés		
Prestations et avantages complémentaires de retraite	**148 728**	134 410
Réserves et autres charges à payer	**20 155**	165 713
Divers	**59 368**	118 084
	228 251	418 207
Passifs d'impôts reportés nets	**774 571**	575 107
Actifs d'impôts reportés nets de l'exercice inclus dans les autres actifs	**4 856**	78 727
Passifs d'impôts reportés nets à long terme	**779 427 $**	653 834 $

Rapprochement du taux d'imposition fédéral prévu par la loi et du taux effectif d'impôts sur les bénéfices de la société :

	2005	2004	2003
Taux prévu par la loi	**35,0 %**	35,0 %	35,0 %
Mesures fiscales incitatives à l'exportation	**(2,6)**	(5,0)	(4,2)
Impôts sur les bénéfices d'État, déduction faite de l'avantage fiscal fédéral	**1,4**	1,9	0,8
Bénéfices réalisés à l'étranger imposés à des taux autres que les taux des É.-U. prévus par la loi	**(4,0)**	(3,8)	(5,5)
Divers	**1,3**	3,0	2,4
Taux effectif	**31,1 %**	31,1 %	28,5 %

La société a effectué des paiements d'impôts sur les bénéfices de 238 millions, 273 millions et 124 millions de dollars US respectivement en 2005, 2004 et 2003.

La société comptait un actif d'impôts de 105 millions et de 81 millions de dollars US pour le report de perte d'exploitation nette de certaines filiales internationales aux 30 juin 2005 et 2004 respectivement. Au 30 juin 2005, environ 88 millions de dollars US de cet actif n'avaient aucune date d'expiration, et les 17 millions de dollars US résiduels expirent à différentes dates jusqu'à l'exercice financier 2011. L'utilisation annuelle de certains de ces actifs se limite à un pourcentage du bénéfice imposable des filiales internationales respectives pour l'année. La société a comptabilisé une provision pour moins-value de 83 millions et de 70 millions de dollars US pour l'actif d'impôts des 30 juin 2005 et 2004 respectivement à cause de l'incertitude liée à leur réalisation. La société a aussi un actif d'impôts de 18 millions de dollars US relié aux surplus de dégrèvements pour impôt étranger expirant au cours de l'exercice financier 2013.

Les bénéfices non répartis des filiales étrangères et des sociétés affiliées étrangères en participation de la société ont été comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence pour un total d'environ 1,7 milliard de dollars US au 30 juin 2005. Ces bénéfices sont considérés comme définitivement réinvestis et, par conséquent, aucune provision pour impôts sur les bénéfices américains n'a été constituée. Il est impossible de déterminer le passif d'impôts reportés lié aux écarts temporaires touchant ces bénéfices non répartis.

Note 11 – Contrats de location

La société loue des installations de fabrication et d'entreposage, des biens immobiliers, des biens de transport et d'autres équipements en vertu de contrats de location-exploitation, qui expirent à différentes dates jusqu'en 2076. Les frais de location en 2005, 2004 et 2003 ont été respectivement de 116 millions, 121 millions et 98 millions de dollars US. Voici les charges locatives minimales futures en vertu des contrats de location-exploitation non résiliables, d'une durée initiale ou résiduelle de plus d'un an :

Exercices	*(en milliers de dollars US)*
2006	64 976 $
2007	51 585
2008	38 119
2009	31 490
2010	21 771
Par la suite	112 722
Total des charges locatives minimales	320 663 $

Note 12 – Régimes d'avantages sociaux des employés

La société offre des prestations de retraite à la majorité de ses employés aux États-Unis et à certains employés de filiales internationales. La société offre également à presque tous ses employés salariés aux États-Unis des prestations complémentaires pour soins de santé et d'assurance-vie après le départ à la retraite.

La société offre également des régimes d'épargne et de placement aux employés. Elle propose également des régimes d'actionnariat à des employés admissibles. La société cotise aux régimes un nombre d'actions égal aux cotisations des employés admissibles. Les employés ont le choix de conserver les actions de la société dans leur compte ou d'opérer une diversification en choisissant d'autres options de placement. Les charges sont mesurées et comptabilisées en fonction de la juste valeur marchande des actions cotisées chaque mois aux régimes. Le nombre d'actions destinées aux régimes est négligeable comparé au nombre d'actions en circulation durant les périodes présentées. Les actifs des régimes à cotisations déterminées de la société sont essentiellement composés d'actions ordinaires cotées et de fonds de placement. Au 30 juin 2005, les régimes de la société comptaient 22,6 millions d'actions ordinaires de la société d'une valeur marchande de 484 millions de dollars US. Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 2005, les dividendes en espèces reçus sur les actions ordinaires de la société par ces régimes s'élevaient à 7 millions de dollars US.

	Prestations de retraite			Avantages complémentaires de retraite		
	2005	2004	2003	**2005**	2004	2003
	(en milliers de dollars US)			*(en milliers de dollars US)*		
Charge au titre des régimes de retraite						
Régimes de retraite à prestations déterminées :						
Coût des services rendus (prestations acquises durant la période)	**58 092 $**	48 749 $	33 414 $	**6 467 $**	6 121 $	7 135 $
Intérêts débiteurs	**79 267**	70 133	64 287	**7 704**	7 711	8 449
Rendement prévu sur l'actif des régimes	**(68 259)**	(57 947)	(63 268)	**—**	—	—
Amortissement de la perte actuarielle (du gain actuariel)	**32 582**	23 865	5 721	**91**	61	(2)
Autre amortissement	**4 273**	3 721	2 193	**(1 116)**	(1 116)	539
Charge périodique nette au titre des régimes à prestations déterminées	**105 955**	88 521	42 347	**13 146**	12 777	16 121
Régimes à cotisations déterminées	**25 046**	23 622	22 833	—	—	—
Charge totale au titre des régimes de retraite	**131 001 $**	112 143 $	65 180 $	**13 146 $**	12 777 $	16 121 $

La société emploie le 31 mars comme date de mesure pour la quasi-totalité des régimes de retraite à prestations déterminés. Les tableaux ci-dessous présentent les variations des engagements au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et de la juste valeur de l'actif des régimes de retraite à prestations déterminées :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
	2005	2004	**2005**	2004
	(en milliers de dollars US)		*(en milliers de dollars US)*	
Obligations au titre des prestations, au début de l'exercice	**1 398 429 $**	1 131 532 $	**136 403 $**	125 765 $
Coût des services rendus	**58 092**	48 681	**6 467**	6 121
Intérêts débiteurs	**79 267**	70 133	**7 704**	7 711
Perte actuarielle (gain actuariel)	**83 093**	112 576	**5 636**	1 561
Prestations versées	**(56 158)**	(44 712)	**(5 112)**	(4 758)
Modifications des régimes	**8 328**	28 478	**(89)**	—
Acquisitions	**21 561**	34 879	**—**	—
Incidence des fluctuations des taux de change	**6 776**	16 862	**55**	3
Obligations au titre des prestations, à la fin de l'exercice	**1 599 388 $**	1 398 429 $	**151 064 $**	136 403 $
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	**912 549 $**	637 121 $	**— $**	— $
Rendement réel de l'actif des régimes	**96 860**	151 027	**—**	—
Cotisations de l'employeur	**99 961**	110 556	**5 112**	4 758
Prestations versées	**(56 158)**	(43 401)	**(5 112)**	(4 758)
Modifications des régimes	**3 417**	18 443	**—**	—
Acquisitions	**5 247**	27 397	**—**	—
Incidence des fluctuations des taux de change	**6 505**	11 406	**—**	—
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	**1 068 381 $**	912 549 $	**— $**	— $
Situation de capitalisation	**(531 007) $**	(485 880)$	**(151 064) $**	(136 403)$
Somme transitoire non amortie	**(553)**	(929)	—	—
Perte nette (gain net) non comptabilisé(e)	**436 401**	411 500	**20 257**	14 751
Coûts des services passés non comptabilisés	**42 901**	42 615	**(11 167)**	(12 283)
Ajustement des cotisations du quatrième trimestre	**1 758**	2 682	**—**	—
Passif des régimes de retraite comptabilisé au bilan	**(50 500) $**	(30 012)$	**(141 974) $**	(133 935)$
Coût des prestations payées d'avance	**23 586 $**	67 721 $	**— $**	— $
Passif au titre des prestations constituées – de l'exercice	**(196 925)**	(86 511)	**—**	—
Passif au titre des prestations constituées – à long terme	**(179 333)**	(261 909)	**(141 974)**	(133 935)
Actif incorporel	**42 604**	42 018	**—**	—
Cumul des autres éléments de la perte étendue	**259 568**	208 669	**—**	—
Montant net comptabilisé, le 30 juin	**(50 500) $**	(30 012)$	**(141 974) $**	(133 935) $

Le tableau ci-dessous présente les principales hypothèses utilisées pour établir les engagements au titre des prestations et les charges de retraite périodiques nettes :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
	2005	2004	**2005**	2004
Taux d'actualisation	**5,4 %**	5,6 %	**5,8 %**	5,8 %
Rendement prévu sur l'actif des régimes	**7,2 %**	7,4 %	**s.o.**	s.o.
Taux d'augmentation de la rémunération	**3,7 %**	4,1 %	**s.o.**	s.o.

Les obligations au titre des prestations prévues, les obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif des régimes pour les régimes de retraite, dont les obligations au titre des prestations prévues en sus de l'actif des régimes, étaient de 1,5 milliard, 1,3 milliard et 980 millions de dollars US, respectivement, au 30 juin 2005, et de 1,3 milliard, 1,2 milliard, et 834 millions de dollars US, respectivement, au 30 juin 2004. Les obligations au titre des prestations prévues, les obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif des régimes pour les régimes de retraite, dont les obligations au titre des prestations constituées en sus de l'actif des régimes, étaient de 1,3 milliard, 1,2 milliard, et 835 millions de dollars US, respectivement, au 30 juin 2005, et de 1,2 milliard, 1 milliard et 703 millions de dollars US, respectivement, au 30 juin 2004. Les obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes de retraite aux 30 juin 2005 et 2004 étaient respectivement de 1,4 milliard et 1,2 milliard de dollars US.

Aux fins de l'évaluation des avantages complémentaires de retraite, le taux annuel d'augmentation du coût par personne des prestations pour soins de santé couverts a été établi à 10,5 % pour 2005. Le taux devrait diminuer graduellement jusqu'à 5,0 % pour 2011 pour rester stable par la suite.

Les taux de croissance ou de décroissance hypothétiques du coût des soins de santé ont une incidence importante sur les montants des régimes de soins de santé. Voici l'incidence d'une variation de 1 % de ces taux :

	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
	(en milliers de dollars US)	
Incidence sur l'ensemble des composantes du coût des services rendus et des intérêts débiteurs	1 768 $	(1 550) $
Incidence sur les obligations accumulées au titre des avantages complémentaires de retraite	15 777 $	(14 219) $

Actif des régimes

Le tableau ci-dessous présente la répartition d'actifs effective et l'allocation d'actifs ciblée pour l'actif global des régimes de retraite de la société.

	2005	Répartition d'actifs ciblée
Titres de participation†	54 %	54 %
Titres de créance	45 %	45 %
Divers	1 %	1 %
Total	100 %	100 %

† Au 30 juin 2005, les régimes de retraite de la société possédaient 3,4 millions d'actions ordinaires de la société d'une valeur marchande de 72 millions de dollars US. Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 2005, les dividendes en espèces reçus sur les actions de la société par ces régimes se sont levés à 1 million de dollars US.

Les objectifs de placement de l'actif des fonds de retraite de la société :

- Optimiser le rendement à long terme de l'actif des régimes de retraite tout en conservant un niveau de risque acceptable.
- Maintenir une large diversification à travers les catégories d'actifs et les gestionnaires de placement.
- Assurer un contrôle attentif du niveau de risque au sein de chaque catégorie d'actifs.
- Viser avant tout un objectif de rendement à long terme.

Les objectifs de répartition d'actifs privilégient un rendement estimé et une volatilité optimums au regard de l'horizon à long terme auquel répondent les obligations au titre des régimes de retraite. La sélection de la répartition d'actifs ciblée des régimes de retraite repose sur une analyse du rapport risque/rendement prévu de chaque catégorie d'actifs ainsi que sur la corrélation des rendements à travers les catégories d'actifs.

Les directives de placement sont établies avec chaque gestionnaire de placement. Ces directives indiquent les paramètres selon lesquels les gestionnaires de placement s'engagent à opérer, y compris les critères de détermination des valeurs acceptables et inacceptables, les exigences en matière de diversification et les normes de qualité de crédit, le cas échéant. Dans certains pays, des produits dérivés peuvent être employés pour assurer une exposition au marché de manière efficace et rapide. Toutefois, le recours aux produits dérivés visant à faire usage de l'effet de levier au sein du portefeuille au-delà de la valeur de marché des placements sous-jacents n'est pas permis.

Des consultants externes surveillent la stratégie de placement et la combinaison d'actifs les plus appropriées pour l'actif des régimes de retraite de la société. Afin d'établir ses prévisions de taux de rendement à long terme de la société sur l'actif des régimes de retraite, la société emploie les données historiques de rendement à long terme pour la combinaison d'actifs identifiée dans les études d'actif et de passif. Des ajustements sont ensuite apportés lorsque la société le juge nécessaire au regard de changements de prévision des performances futures sur les marchés de placement dans leur ensemble. Le taux de rendement à long terme estimé utilisé pour calculer les charges de retraite périodiques nettes de 2005 pour les régimes de retraite était de 7,2 %.

Cotisations et paiements de prestations futures prévus

La société prévoit contribuer 197 millions de dollars US aux régimes de retraite et 6 millions de dollars US au régime d'avantages complémentaires de retraite au cours de 2006.

Le règlement des prestations suivantes, qui reflètent des prévisions de service à venir, est prévu :

	Prestations de retraite	Avantages complémentaires de retraite
	(en milliers de dollars US)	
2006	56 901 $	5 698 $
2007	61 321	5 687
2008	64 544	6 463
2009	68 500	7 441
2010	72 896	8 689
2011 – 2015	501 793	62 502

Note 13 – Information sectorielle et géographique

La société se consacre principalement à la fourniture, au transport, à l'entreposage, à la transformation et à la commercialisation des denrées et produits de l'agriculture. Les activités de la société sont classées dans trois secteurs d'activité isolables : la transformation des graines oléagineuses, la transformation du maïs et les services agricoles. Chacun de ces secteurs est organisé en fonction de la nature des produits et des services fournis. Les activités restantes de la société sont incluses dans le secteur Divers.

Le secteur de la transformation des graines oléagineuses comprend les activités liées à la transformation de graines oléagineuses, telles que les fèves de soja, les graines de coton, les graines de tournesol, le canola, les arachides et les graines de lin en huiles végétales et en tourteaux végétaux essentiellement destinés à l'alimentation humaine et animale. Les graines oléagineuses peuvent par ailleurs être revendues sur le marché comme matière première pour d'autres transformateurs. L'huile végétale brute peut être vendue telle quelle, ou faire l'objet d'une transformation supplémentaire par raffinage, décoloration et désodorisation pour en faire de l'huile de table. Les huiles de table peuvent ensuite être encore transformées par hydrogénation et/ou transestérification en margarine, graisse végétale et autres produits alimentaires. L'huile partiellement raffinée est également vendue pour entrer dans la composition de produits chimiques, peintures et autres produits industriels. L'huile raffinée peut être transformée encore plus pour être utilisée dans la production du biodiesel. Les tourteaux de graines oléagineuses sont des ingrédients de base employés dans la fabrication de nourriture pour le bétail et la volaille.

Le secteur Transformation du maïs comprend les activités liées à la production de sirops, d'amidons, de dextrose et d'édulcorants destinés au secteur de l'alimentation et des boissons ainsi que les activités liées à la production par fermentation des bioproduits, tels que l'alcool, les acides aminés et d'autres aliments de spécialité et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale.

Le secteur Services agricoles utilise l'important réseau de silos-élévateurs et de transport de la société pour acheter, entreposer, nettoyer et transporter des denrées agricoles, telles que les graines oléagineuses, le maïs, le blé, le sorgho, l'avoine et l'orge, et il revend ces marchandises principalement sous forme d'ingrédients alimentaires pour animaux et matières premières pour l'industrie de transformation alimentaire. Le réseau de collecte et de transport des céréales des services agricoles assure des services fiables et efficaces aux activités de transformation agricole de la société. Les activités d'A.C. Toepfer International, entreprise internationale spécialisée dans la commercialisation de denrées et produits transformés agricoles, sont également comprises dans les services agricoles.

Le secteur Divers comprend le reste des activités de la société, à savoir essentiellement les activités liées aux ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale et les activités financières. Les premières comprennent la transformation du blé, avec des activités liées à la production de farine de blé; la transformation du cacao, avec des activités liées à la production de produits chocolatés et à base de cacao; la production de produits de santé et d'alimentation naturelle et la production d'autres aliments de spécialité et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale. Les activités financières regroupent les activités de banque, d'assurance captive, de placements en fonds d'actions privés et de négociateur de contrats à terme.

Les ventes intersectorielles ont été enregistrées à des montants voisins des prix du marché. Le bénéfice d'exploitation de chacun des secteurs est calculé d'après le chiffre d'affaires net, déduction faite des charges d'exploitation sectorielles, y compris les charges d'intérêt liées à l'emploi du fonds de roulement. Le bénéfice d'exploitation comprend également la quote-part des bénéfices (pertes) des sociétés affiliées relative à chaque secteur, selon la méthode de la mise en équivalence. Les charges générales du siège social, les revenus de placement, les intérêts débiteurs non affectés, les opérations sur titres négociables et les ajustements des stocks étant donné le remplacement de la méthode PEPS par la méthode DEPS ont été exclus des activités sectorielles et classés sous Siège social.

Information sectorielle

	2005	2004	2003
		(en milliers de dollars US)	
Ventes aux clients de l'extérieur			
Transformation des graines oléagineuses	**11 803 309 $**	12 049 250 $	9 773 379 $
Transformation du maïs	**4 363 924**	4 005 181	3 058 686
Services agricoles	**15 198 831**	15 638 341	13 557 946
Divers	**4 577 746**	4 458 622	4 318 022
Total	**35 943 810 $**	36 151 394 $	30 708 033 $
Ventes intersectorielles			
Transformation des graines oléagineuses	**158 519 $**	178 056 $	123 243 $
Transformation du maïs	**398 252**	315 173	244 039
Services agricoles	**1 084 477**	2 192 090	1 425 883
Divers	**109 268**	108 655	101 822
Total	**1 750 516 $**	2 793 974 $	1 894 987 $
Chiffre d'affaires net			
Transformation des graines oléagineuses	**11 961 828 $**	12 227 306 $	9 896 622 $
Transformation du maïs	**4 762 176**	4 320 354	3 302 725
Services agricoles	**16 283 308**	17 830 431	14 983 829
Divers	**4 687 014**	4 567 277	4 419 844
Élimination intersectorielle	**(1 750 516)**	(2 793 974)	(1 894 987)
Total	**35 943 810 $**	36 151 394 $	30 708 033 $

	2005	2004	2003
		(en milliers de dollars US)	
Intérêts débiteurs			
Transformation des graines oléagineuses	**51 994 $**	36 942 $	35 433 $
Transformation du maïs	**19 600**	9 931	14 124
Services agricoles	**42 620**	43 424	50 024
Divers	**77 956**	56 387	62 760
Siège social	**134 410**	195 307	197 630
Total	**326 580 $**	341 991 $	359 971 $
Dépréciation			
Transformation des graines oléagineuses	**162 290 $**	168 836 $	154 514 $
Transformation du maïs	**265 419**	268 968	246 851
Services agricoles	**74 124**	79 987	77 636
Divers	**139 502**	144 625	142 513
Siège social	**23 317**	23 197	22 101
Total	**664 652 $**	685 613 $	643 615 $
Quote-part des bénéfices (pertes) des sociétés affiliées			
Transformation des graines oléagineuses	**18 346 $**	30 475 $	51 411 $
Transformation du maïs	**39 962**	33 286	39 825
Services agricoles	**17 879**	12 359	953
Divers	**106 443**	88 919	(35 147)
Siège social	**46 235**	15 677	8 949
Total	**228 865 $**	180 716 $	65 991 $
Bénéfice d'exploitation			
Transformation des graines oléagineuses	**344 654 $**	290 732 $	337 089
Transformation du maïs	**530 233**	660 947	358 700
Services agricoles	**261 659**	249 863	92 124
Divers	**414 394**	359 469	221 999
Total du bénéfice d'exploitation	**1 550 940**	1 561 011	1 009 912
Siège social	**(34 565)**	(843 000)	(378 939)
Résultats avant impôts sur les bénéfices	**1 516 375 $**	718 011 $	630 973 $
Placements dans des sociétés affiliées et avances à celles-ci			
Transformation des graines oléagineuses	**356 124 $**	321 333 $	
Transformation du maïs	**163 817**	147 950	
Services agricoles	**207 805**	180 952	
Divers	**805 527**	881 108	
Siège social	**346 228**	301 276	
Total	**1 879 501 $**	1 832 619 $	
Actif sectoriel			
Transformation des graines oléagineuses	**5 169 644 $**	5 412 654 $	
Transformation du maïs	**2 769 364**	2 829 153	
Services agricoles	**2 912 294**	2 907 637	
Divers	**5 911 916**	6 273 607	
Siège social	**1 834 887**	1 945 770	
Total	**18 598 105 $**	19 368 821 $	
Additions brutes aux immobilisations corporelles			
Transformation des graines oléagineuses	**192 790 $**	207 344 $	
Transformation du maïs	**263 483**	214 805	
Services agricoles	**82 910**	93 834	
Divers	**93 211**	86 243	
Siège social	**14 984**	18 407	
Total	**647 378 $**	620 633 $	

Information géographique : Les données par secteur géographique ci-dessous comprennent le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation attribués aux pays, selon l'emplacement de la filiale responsable de la vente, et l'actif à long terme selon l'emplacement réel. Les actifs à long terme représentent la somme de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles, majorée de l'écart d'acquisition lié aux entreprises consolidées.

	2005	2004	2003
	(en millions de dollars US)		
Chiffre d'affaires net et autres produits d'exploitation			
États-Unis	**19 450 $**	19 106 $	16 140 $
Allemagne	**5 991**	6 108	4 519
Autres pays étrangers	**10 503**	10 937	10 049
	35 944 $	36 151 $	30 708 $
Actif à long terme			
États-Unis	**3 921 $**	4 033 $	
Étranger	**1 497**	1 459	
	5 418 $	5 492 $	

Note 14 – Garanties

La société a conclu des accords de garantie de dette, notamment dans le cadre de participations comptabilisées selon la mise en équivalence, qui pourraient l'obliger à effectuer des paiements futurs si l'entité principale manquait à ses obligations contractuelles. La société n'a comptabilisé aucune dette au titre de ces engagements conditionnels dans la mesure où elle juge le versement de tout paiement très peu probable. Si la société doit effectuer des paiements en vertu de ces garanties, elle possède, dans la majorité de ces accords, un droit de sûreté sur l'actif sous-jacent de l'entité principale. Ces garanties de dette étaient de 422 millions de dollars US au 30 juin 2005. Les emprunts en cours dans le cadre de ces garanties étaient de 309 millions de dollars US au 30 juin 2005.

Note 15 – Actions antitrust et autres poursuites

En juin 2004, la société a conclu un accord de règlement dans le cadre d'une action en recours collectif portant sur la vente de sirop de maïs riche en fructose au titre duquel la société a versé 400 millions de dollars US (252 millions de dollars US après impôts). Les 400 millions de dollars US ont été payés en 2005.

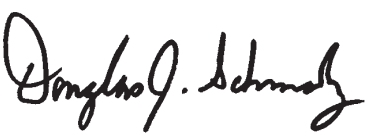
RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE SUR LE RAPPORT FINANCIER

La direction de la société Archer Daniels Midland («ADM») est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière selon la définition de l'Exchange Act Rules 13a-15(f). Le système de contrôle interne d'ADM est conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus.

Sous la supervision et avec la participation de la direction, y compris le principal cadre dirigeant et le principal cadre financier, la direction d'ADM a évalué la conception et l'efficacité d'exploitation du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 30 juin 2005 en s'appuyant sur le cadre établi dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission.

D'après cette évaluation, la direction a conclu que le contrôle interne d'ADM sur l'information financière était efficace au 30 juin 2005. Ernst & Young LLP, cabinet d'experts-comptables enregistré indépendant, a publié un rapport d'attestation sur l'évaluation par la direction du contrôle interne de la société sur l'information financière au 30 juin 2005. Ce rapport est ci-joint.

G. Allen Andreas
Président du conseil d'administration et chef de la direction



Douglas J. Schmalz
Premier vice-président et chef des finances

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES ENREGISTRÉ INDÉPENDANT

Au conseil d'administration et aux actionnaires
Archer Daniels Midland Company
Decatur, Illinois, É.-U.

Nous avons vérifié les bilans consolidés ci-joints d'Archer Daniels Midland Company et de ses filiales aux 30 juin 2005 et 2004 et les états consolidés des résultats, des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 juin 2005. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que notre vérification constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière consolidée d'Archer Daniels Midland Company et de ses filiales aux 30 juin 2005 et 2004 ainsi que de ses résultats d'exploitation consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 juin 2005 selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis.

Nous avons aussi vérifié, conformément aux normes de vérification du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, l'efficacité du contrôle interne de la société Archer Daniels Midland et ses filiales sur l'information financière au 30 juin 2005, selon les critères présentés dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission, et notre rapport en date du 31 août 2005 exprime une opinion sans réserve à ce sujet.

St. Louis, Missouri, É.-U.
31 août 2005

Ernst & Young LLP

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES ENREGISTRÉ INDÉPENDANT

Au conseil d'administration et aux actionnaires
Archer Daniels Midland Company
Decatur, Illinois, É.-U.

Nous avons procédé à la vérification de l'évaluation de la direction incluse dans le Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint que la société Archer Daniels Midland et ses filiales maintenaient un contrôle interne efficace sur l'information financière au 30 juin 2005 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (les critères COSO). La responsabilité du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de l'efficacité de ce contrôle incombe à la direction d'Archer Daniels Midland Company. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'évaluation de la direction et sur l'efficacité du processus de contrôle interne d'Archer Daniels Midland Company à l'égard de l'information financière en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable quant au maintien d'un contrôle interne efficace en matière de présentation de l'information financière à tous les égards importants. Notre vérification a consisté à comprendre le contrôle interne à l'égard de l'information financière, à examiner l'évaluation de la direction, à contrôler et à évaluer le processus de contrôle interne et l'efficacité de son fonctionnement, et à mettre en œuvre d'autres procédés d'examen que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que notre vérification constitue un fondement raisonnable à l'expression de notre opinion.

Le contrôle interne d'une société à l'égard de l'information financière repose sur un processus conçu pour procurer une assurance raisonnable quant à la fiabilité de la présentation de cette information financière et à la préparation des états financiers destinés à un usage externe selon les principes comptables généralement reconnus. Les contrôles internes d'une société à l'égard de l'information financière incluent les politiques et les procédés qui 1) se rapportent au maintien de registres raisonnablement détaillés, reflétant avec précision les opérations et les cessions liées aux actifs de la société et en donnant une image fidèle; 2) procurent une assurance raisonnable que les opérations sont dûment comptabilisées pour permettre la préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, et que les recouvrements et dépenses de la société sont effectués conformément aux autorisations de la direction et des administrateurs; et 3) procurent une assurance raisonnable quant à la prévention ou à la détection en temps utile d'acquisitions, d'utilisations ou de cessions non autorisées des actifs de la société susceptibles d'avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison de leurs limites inhérentes, les contrôles internes à l'égard de l'information financière peuvent ne pas prévenir ou détecter des inexactitudes. En outre, les prévisions portant sur toute évaluation de l'efficacité se rapportant aux périodes futures sont assujetties au risque que les contrôles peuvent devenir insuffisants en raison de la modification des conditions, ou que le degré de conformité avec les politiques ou les procédés peut diminuer.

À notre avis, l'évaluation de la direction comme quoi Archer Daniels Midland Company et ses filiales maintenaient un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 juin 2005, constitue une évaluation impartiale, à tous les égards importants, selon les critères COSO. À notre avis également, Archer Daniels Midland Company et ses filiales maintenaient, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 juin 2005, selon les critères COSO.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis), les bilans consolidés d'Archer Daniels Midland Company et de ses filiales aux 30 juin 2005 et 2004, ainsi que les états consolidés des résultats, des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 juin 2005 d'Archer Daniels Midland Company et de ses filiales, et avons exprimé une opinion sans réserve à cet égard dans notre rapport du 31 août 2005.

St. Louis, Missouri, É.-U.
31 août 2005

Ernst & Young LLP

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES (NON VÉRIFIÉ)

	Trimestre				
	Premier	Deuxième	Troisième	Quatrième	Année
	(en milliers de dollars US, sauf les montants par action)				
Exercice 2005					
Chiffre d'affaires net	**8 972 411 $**	**9 063 526 $**	**8 484 171 $**	**9 423 702 $**	**35 943 810 $**
Marge bénéficiaire brute	**663 432**	**668 708**	**574 856**	**524 343**	**2 431 339**
Bénéfice net (perte nette)	**266 297**	**313 509**	**269 095**	**195 484**	**1 044 385**
Bénéfice dilué (perte diluée) Par action ordinaire	**0,41**	**0,48**	**0,41**	**0,30**	**1,59**
Exercice 2004					
Chiffre d'affaires net	7 967 902 $	9 188 504 $	9 309 019 $	9 685 969 $	36 151 394 $
Marge bénéficiaire brute	453 754	604 294	587 019	503 257	2 148 324
Bénéfice net (perte nette)	150 181	220 821	226 769	(103 061)	494 710
Bénéfice dilué (perte diluée) Par action ordinaire	0,23	0,34	0,35	(0,16)	0,76

Le bénéfice net (la perte nette) des trois mois et de l'exercice terminés le 30 juin 2005 inclut des imputations au coût des produits vendus de 40 millions de dollars US (25 millions de dollars US après impôts, ou 0,04 $ US par action) et de 42 millions de dollars US (26 millions de dollars US après impôts, ou 0,04 $ US par action) respectivement à cause de l'abandon et de la réduction de la valeur de certains actifs à long terme. Pour l'exercice terminé le 30 juin 2005, le bénéfice net inclut un gain de 159 millions de dollars US (119 millions de dollars après impôts, ou 0,18 $ US par action) à cause des ventes des participations de la société dans Tate & Lyle PLC. Le bénéfice net (la perte nette) pour les trois mois et l'exercice terminés le 30 juin 2004 comprenait une charge de 400 millions de dollars US (252 millions de dollars après impôts, ou 0,39 $ US par action) pour les charges de vente et charges administratives imputables au règlement du contentieux sur le fructose. Le bénéfice net (la perte nette) des trois mois et de l'exercice terminés le 30 juin 2004 inclut des imputations au coût des produits vendus de 10 millions de dollars US (6 millions de dollars US après impôts, ou 0,01 $ US par action) et de 51 millions de dollars US (32 millions de dollars US après impôts, ou 0,05 $ US par action) respectivement à cause de l'abandon et de la réduction de la valeur de certains actifs à long terme. Le bénéfice net de l'exercice terminé le 30 juin 2004 inclut un gain de 21 millions de dollars US (13 millions de dollars US après impôts, ou 0,02 $ US par action) à cause d'une poursuite d'assurance reliée à l'inondation de 1993.

COURS DES ACTIONS ORDINAIRES ET DIVIDENDES

Les actions ordinaires de la société sont inscrites et se négocient aux bourses de New York, de Chicago et de Francfort et à la bourse des valeurs suisse. Le tableau ci-dessous présente les cours extrêmes des actions ordinaires à la bourse de New York pour les périodes indiquées ainsi que les dividendes en espèces sur actions ordinaires.

	Cours		Dividendes en espèces par action
	Plafond	Plancher	
Exercice 2005 – Trimestre terminé le			
30 juin	**25,30 $**	**17,50 $**	**0,085 $**
31 mars	**25,37**	**21,35**	**0,085**
31 décembre	**22,55**	**16,72**	**0,075**
30 septembre	**17,00**	**14,95**	**0,075**
Exercice 2004 – Trimestre terminé le			
30 juin	17,95 $	15,82 $	0,075 $
31 mars	17,83	14,90	0,075
31 décembre	15,24	13,11	0,060
30 septembre	14,14	11,95	0,060

Le nombre de porteurs d'actions ordinaires inscrits de la société au 30 juin 2005 s'élevait à 23 091. La société entend continuer à verser des dividendes en espèces régulièrement, même s'il n'existe aucune assurance de dividendes futurs dans la mesure où ceux-ci dépendent des bénéfices, des besoins en capital et de la situation financière futurs.

RÉTROSPECTIVE DÉCENNALE

Résultats d'exploitation, données financières et autres (en milliers de dollars US, sauf les données par action)

	2005	2004	2003
Résultats d'exploitation			
Chiffre d'affaires net et autres produits d'exploitation	**35 943 810 $**	36 151 394 $	30 708 033 $
Amortissement	**664 652**	685 613	643 615
Résultat net	**1 044 385**	494 710	451 145
Bénéfice de base par action ordinaire	**1,60**	0,76	0,70
Bénéfice dilué par action ordinaire	**1,59**	0,76	0,70
Dividendes en espèces	**209 425**	174 109	155 565
Par action ordinaire	**0,32**	0,27	0,24
Données financières			
Fonds de roulement	**4 343 837 $**	3 588 759 $	3 274 385 $
Par action ordinaire	**6,68**	5,51	5,08
Ratio à court terme	**1,8**	1,5	1,6
Stocks	**3 906 698**	4 591 648	3 550 225
Immobilisations corporelles – montant net	**5 184 380**	5 254 738	5 468 716
Additions brutes aux immobilisations corporelles	**647 378**	620 633	1 245 910
Total de l'actif	**18 598 105**	19 368 821	17 182 879
Dette à long terme	**3 530 140**	3 739 875	3 872 287
Capitaux propres	**8 433 472**	7 698 216	7 069 197
Par action ordinaire	**12,97**	11,83	10,96
Divers			
Moyenne pondérée des actions en circulation – de base (en milliers)	**654 242**	647 698	646 086
Moyenne pondérée des actions en circulation – diluée (en milliers)	**656 123**	649 810	646 883
Nombre d'actionnaires	**23 091**	24 394	25 539
Effectif	**25 641**	26 317	26 197

Les données sur les actions et par action ont été ajustées en fonction des dividendes en actions annuels de 5 % de septembre 1996 à septembre 2001.

2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
22 611 894 $	19 483 211 $	18 612 423 $	18 509 903 $	19 832 594 $	18 104 827 $	17 981 264 $
566 576	572 390	604 229	584 965	526 813	446 412	393 605
511 093	383 284	300 903	265 964	403 609	377 309	695 912
0,78	0,58	0,45	0,39	0,59	0,55	0,99
0,78	0,58	0,45	0,39	0,59	0,55	0,99
130 000	125 053	120 001	117 089	111 551	106 990	90 860
0,20	0,19	0,18	0,17	0,16	0,15	0,13
2 770 520 $	2 283 320 $	1 829 422 $	1 949 323 $	1 734 411 $	2 035 580 $	2 751 132 $
4,26	3,45	2,76	2,89	2,50	3,00	3,95
1,6	1,6	1,4	1,5	1,5	1,9	2,7
3 255 412	2 631 885	2 822 712	2 732 694	2 562 650	2 094 092	1 790 636
4 890 241	4 920 425	5 277 081	5 567 161	5 322 704	4 708 595	4 114 301
596 559	318 168	475 396	825 676	1 228 553	1 127 360	801 426
15 379 335	14 339 931	14 471 936	14 029 881	13 833 534	11 354 367	10 449 869
3 111 294	3 351 067	3 277 218	3 191 883	2 847 130	2 344 949	2 002 979
6 754 821	6 331 683	6 110 243	6 240 640	6 504 912	6 050 129	6 144 812
10,39	9,56	9,20	9,24	9,38	8,92	8,82
656 955	664 507	669 279	685 328	686 047	690 352	702 012
657 947	665 353	669 279	685 426	686 809	691 409	702 817
26 715	27 918	29 911	31 764	32 539	33 834	35 431
24 746	22 834	22 753	23 603	23 132	17 160	14 811

ADMINISTRATEURS

G. Allen Andreas

Président du conseil d'administration et chef de la direction
M. Andreas, âgé de 62 ans, s'est joint à ADM en 1973 et a occupé de nombreux postes aux États-Unis comme à l'international, avant d'être nommé président et chef de la direction en 1997. Il a tout d'abord été nommé administrateur en 1997 avant d'être nommé président du conseil d'administration en 1999. M. Andreas préside le comité de direction.

Alan L. Boeckmann

Président du conseil d'administration et chef de la direction de la Fluor Corporation (une firme d'ingénierie et de construction)
M. Boeckmann, âgé de 57 ans, est aussi directeur de la Burlington Northern Santa Fe Corporation. Il s'est joint au conseil d'administration d'ADM en 2004. M. Boeckmann siège aussi au comité de rémunération et de relève.

Mollie Hale Carter

Présidente du conseil d'administration et chef de la direction
Présidente, Sunflower Bank et vice-présidente, Star A, Inc. (entreprise de culture et d'élevage)
M^me^ Carter, âgée de 43 ans, s'est jointe au conseil d'administration d'ADM en 1996 et occupe également la fonction d'administrateur pour Westar Energy. Elle préside le comité de nomination et de gouvernance. M^me^ Carter siège également aux comités de direction, de vérification et de rémunération et de relève.

Roger S. Joslin

Ancien vice-président du conseil d'administration de State Farm Mutual Automobile Insurance Company
M. Joslin, âgé de 69 ans, siège également aux conseils d'administration d'Amlin, plc, et de BroMenn Healthcare System. Il s'est joint au conseil d'administration d'ADM en 2001, préside le comité de vérification et siège au comité de nomination et de gouvernance.

Patrick J. Moore

Président du conseil d'administration et président et chef de la direction de Smurfit-Stone Container Corporation (un producteur de carton et de produits d'emballage à base de papier)
M. Moore, âgé de 51 ans, s'est joint au conseil d'administration d'ADM en 2003. Il siège aux comités de vérification et de rémunération et de relève.

M. Brian Mulroney

Associé principal, Ogilvy Renault (cabinet d'avocats)
M. Mulroney, âgé de 66 ans, est aussi administrateur de Barrick Gold Corporation, de The TrizecHahn Corporation, de Cendant Corporation, d'AOL Latin America, Inc., de Quebecor, Inc. et de Quebecor World, Inc. M. Mulroney a été premier ministre du Canada. Il s'est joint au conseil d'administration d'ADM en 1993 et siège au comité de direction.

Thomas F. O'Neill

Associé principal de Sandler O'Neill & Partners, L.P. (une firme bancaire de placement)

M. O'Neill, âgé de 58 ans, est administrateur de NASDAQ Stock Market, Inc. et de Misonix, Inc. Il s'est joint au conseil d'administration d'ADM en 2004. M. O'Neill siège aux comités de vérification et de nomination et de gouvernance.

O. Glenn Webb

Agriculteur

M. Webb, âgé de 69 ans, est président du conseil d'administration et président à la retraite de GROWMARK, Inc., coopérative détenue par des agriculteurs. Il s'est joint au conseil d'administration d'ADM en 1991 et occupe actuellement le poste de vice-président du conseil d'administration. Il préside le comité de rémunération et de relève et siège aux comités de direction et de nomination et de gouvernance.

Kelvin R. Westbrook

Président et chef de la direction de Millennium Digital Media, LLC (société de services haut débit)

M. Westbrook, âgé de 50 ans, est aussi administrateur d'Angelica Corporation. Il s'est joint au conseil d'administration d'ADM en 2003. M. Westbrook siège aux comités de vérification et de nomination et de gouvernance.

Administrateur d'honneur

Dwayne O. Andreas – Président d'honneur du conseil d'administration

COMITÉ DE DIRECTION

G. Allen Andreas
Président du conseil d'administration
et chef de la direction
Président, comité de direction

Paul B. Mulhollem
Président et chef
de l'exploitation

David J. Smith
Vice-président directeur,
secrétaire général et chef du contentieux

Steven R. Mills
Vice-président
général et contrôleur

Douglas J. Schmalz
Premier vice-président
et chef des finances

John D. Rice
Vice-président directeur
(Gestion des risques et marketing mondial)

William H. Camp
Vice-président directeur
(Transformation mondiale)

MEMBRES DE LA DIRECTION

G. Allen Andreas
Président du conseil d'administration
et chef de la direction

Paul B. Mulhollem
Président et
chef de l'exploitation

David J. Smith
Vice-président directeur,
secrétaire général et chef du contentieux

William H. Camp
Vice-président directeur
(Transformation mondiale)

John D. Rice
Vice-président directeur
(Gestion des risques et marketing mondial)

Lewis W. Batchelder
Premier vice-président
(Services agricoles)

Edward A. Harjehausen
Premier vice-président
(Meunerie du maïs, bioproduits
et alimentation animale)

Brian F. Peterson
Premier vice-président
(Affaires générales)

Douglas J. Schmalz
Premier vice-président et chef des finances

Margaret M. Loebl
Vice-présidente générale
(Finances)

Steven R. Mills
Vice-président général et contrôleur

Raymond V. Preiksaitis
Vice-président général
(Technologies de l'information)

Jankees van der Wild
Vice-président général
(Transformation des graines oléagineuses)

Mark Bemis
Vice-président
(Opérations relatives au cacao)

J. Kevin Burgard
Vice-président
(Ingrédients alimentaires de spécialité)

Mark J. Cheviron
Vice-président
(Sécurité et services administratifs)

Craig A. Fischer
Vice-président
(Transformation du blé)

Dennis C. Garceau
Vice-président
(Fabrication et services techniques)

Shannon Herzfeld
Vice-présidente
(Relations gouvernementales)

Craig E. Huss
Vice-président
(Transport et logistique)

Matthew J. Jansen
Vice-président
(Amérique du Sud)

Michael Lusk
Vice-président
(Gestion des risques et assurance)

Vikram Luthar
Vice-président-trésorier

Randy Moon
Vice-président
(Ressources humaines)

John G. Reed, Jr.
Vice-président
(Relations gouvernementales)

Kenneth A. Robinson
Vice-président
(Gestion des risques liés aux marchandises)

Ismael Roig
Vice-président
(Planification et développement commercial)

Scott A. Roney
Vice-président
(Règlements et éthique)

A. James Shafter
Vice-président
et chef adjoint du contentieux

Stephen Yu
Vice-président
(Asie-Pacifique)

Mark Zenuk
Vice-président
(Europe et Asie)

Ronald S. Bandler
Trésorier adjoint

Scott A. Roberts
Secrétaire adjoint
et chef adjoint du contentieux

Marc A. Sanner
Contrôleur adjoint

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

Bourses

Les actions ordinaires d'Archer Daniels Midland Company sont inscrites à la cote officielle des bourses de New York, de Chicago et de Francfort ainsi qu'à la bourse des valeurs suisse.
Symbole boursier : ADM

Agent des transferts et agent comptable des registres

Hickory Point Bank & Trust, fsb
P. O. Box 2548
225 North Water Street
Decatur, IL 62523
888 740-5512

Vérificateurs indépendants

Ernst & Young LLP, St. Louis, MO

Avis d'assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la société se tiendra au James R. Randall Research Center, 1001 Brush College Road, le 3 novembre 2005 à partir de 11 h 00. Cette assemblée sera retransmise en direct sur Internet à : www.admworld.com/AnnualMeeting/. Les procurations seront exigées par la direction de la société le ou vers le 22 septembre 2005, date à laquelle les circulaires d'information et les formulaires de procuration seront envoyés aux actionnaires.

Adresse postale

Archer Daniels Midland Company
P. O. Box 1470
Decatur, IL 62525
U.S.A.

Numéro de téléphone

Relations avec les investisseurs : 217 424-4647

Internet

www.admworld.com

Les actionnaires peuvent demander des exemplaires gratuits du rapport annuel de la société déposé auprès de la Securities and Exchange Commission sur le formulaire 10-K en écrivant au service Relations avec les investisseurs.

Archer Daniels Midland Company est un employeur assurant l'égalité en matière d'emploi.

Attestations de la direction

Le rapport annuel 2005 de la société sur formulaire 10-K déposé auprès de la Securities and Exchange Commission inclut, comme annexe 31, les attestations du chef de la direction et du chef des finances de la société, comme requis en vertu de l'article 302 de la loi *Sarbanes-Oxley Act of 2002*. Le 16 novembre 2004, la société a remis au New York Stock Exchange (NYSE) une attestation du chef de la direction certifiant qu'il n'était au courant d'aucune entorse de la part de la société aux normes de gouvernance de la NYSE.

Énoncé de règle refuge

Le rapport annuel contient des informations prospectives qui sont sujettes à certains risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon appréciable des résultats projetés, exprimés ou implicites fondés sur ces informations prospectives. Dans certains cas, vous pouvez identifier les énoncés prospectifs lorsque nous utilisons des termes comme devoir, anticiper, croire, s'attendre, planifier, avenir, avoir l'intention de, pouvoir, estimer, prédire, futur, potentiel ou éventuel ou lorsque nous utilisons ces termes à la forme négative ou d'autres expressions semblables. Les résultats réels de la société pourraient différer de façon appréciable de ceux qui sont présentés de manière explicite ou implicite dans ce document. Les facteurs qui pourraient causer de telles différences, ou contribuer à celles-ci, sont discutés, entre autres, dans le formulaire 10-K de la société pour l'exercice financier terminé le 30 juin 2005. Certains de ces risques sont : des interventions législatives, des changements dans le prix des produits alimentaires, agricoles ou autres produits de base, incluant l'essence, et les conditions macroéconomiques dans différentes régions du monde. Sous réserve des lois applicables, la société ne sera nullement tenue responsable de la mise à jour d'énoncés de nature prospective suivant la publication de nouveaux renseignements ou l'apparition d'événements futurs.

Conception graphique : Creative Design Board, Chicago, IL


ADM